

Le bourreau de Beaumont plaide coupable

RICHARD HÉNAULT
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le poids écrasant de la preuve contre lui est-il finalement apparu dans toute son ampleur à l'agresseur de Beaumont? Il est le seul à le savoir, mais l'homme de 37 ans a causé toute une commotion, hier, lorsqu'il a fait une volte-face complète et a annoncé son intention de plaider coupable à toutes les accusations auxquelles il faisait face.

Son procès devant un jury de sept hommes et cinq femmes venait tout juste de s'amorcer. Seul un court témoignage à caractère technique avait pu être entendu après que le procureur de la Couronne, Me François Huot, eut présenté aux jurés son exposé de preuve détaillé.

Avant de poursuivre, en après-midi, l'accusé a pris la parole: «J'en ai discuté avec mes avocats et, vu l'ampleur des accusations... une partie que je ne comprends pas, je ne serai pas capable de prouver mon innocence. Pour ma sécurité, je ne veux pas que le procès continue...»

Après que le jury se fut retiré, à la demande du juge Jean-Claude Beaulieu, l'homme a expliqué sa volte-face: «Je ne veux pas que mes



Me Armand
Rousseau



Me François
Huot

enfants aient à témoigner, pour ne pas leur faire de mal à eux ni à moi. Ma vie sera salie à vie par les médias si le procès continue. Sinon, j'aurai la chance de refaire ma vie, avec de l'aide...»
En matinée, pourtant, l'accusé avait répondu «Non coupable, M. le juge» à la lecture par la greffière de chacun des 38 chefs d'accusation, résultat d'un regroupement des 92 chefs originaux. De nouveau, en après-midi, on lui a donc relu chacun des chefs et les réponses, cette fois, étaient

Voir BOURREAU en A2 >

AUTRE TEXTE
□ 15 ans d'horreur Page A 2

Rome souhaite une intervention



Le journal du Vatican a souhaité, hier, une intervention militaire occidentale au Zaïre pour «conjurer un génocide menaçant» les populations hutues. Hier, 500 000 personnes erraient sur les routes de l'Est du Zaïre pour fuir les combats qui font rage à la frontière zaïro-rwandaise. Détails, en page A 15

La marmite étudiante prête à sauter

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

QUÉBEC — Au cégep Sainte-Foy, certains cours étaient si «populaires», en début d'année, qu'il n'y avait pas assez de chaises pour asseoir tous les inscrits. À Lévis-Lauzon, des étudiants ont trouvé une amende de 25 \$ au bout de leur file d'attente parce que leur collègue n'avait pas assez de préposés à l'admission. À Limoilou, le feuillet d'information ne publiera plus de photos pour économiser les pages de L'Afficheur.

Ce sont là quelques exemples d'aberration donnés par des jeunes qui fréquentent ces institutions pour dénoncer les coupures en éducation et préparer des semaines agitées dans plusieurs établissements. Selon leurs porte-parole, les cégepiens profiteront du Sommet socio-économique, qui démarre, ce soir, à Montréal, pour revendiquer la fin des coupes gouvernementales, le gel des frais de scolarité à l'université et le rétablissement de la gratuité au cégep.

Ce matin, une coalition régionale, regroupant des étudiants collégiaux et

Voir ÉTUDIANTS en A2 >

Quelques
aberrations
vécues par
des jeunes
au cégep



Lucien Bouchard

LE SOMMET SOCIO-ÉCONOMIQUE Les syndicats attendent la marchandise

HÉLÈNE BARIL
Le Soleil

MONTRÉAL — Après avoir accordé un coup de main inestimable au gouvernement Bouchard pour réduire le déficit à zéro, les syndicats s'attendent maintenant à recevoir leur dû, des emplois et des moyens d'en créer.

Depuis le sommet de Québec en mars, le taux de chômage a encore grimpé et la CSN, la FTQ et la CEQ réclameront cette semaine à Montréal un engagement de tous les participants au sommet économique à réduire le chômage de 12 à 8% d'ici 2002.

«Nous voulons des objectifs de ré-

duction du chômage aussi précis que ceux qu'on s'est donnés en matière de déficit», résumait le président de la CSN, Gérald Larose, en entrevue

Voir SOMMET en A2 >

AUTRE TEXTE
□ Peu d'imprévu Page A 8

RÉDUCTION DES FRAIS D'HOSPITALISATION À L'ÉTRANGER Les Snowbird en cour

MARIE CAQUETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Une association de retraités canadiens qui passent l'hiver dans le Sud des États-Unis et dans d'autres pays chauds s'apprête à prendre une action devant les tribunaux contre le gouvernement du Québec qui a réduit, depuis le premier septembre, le remboursement des frais pour une hospitalisation urgente à l'étranger.

Le recours collectif sera intenté par deux Québécois qui sont au nombre des 10 000 membres québécois de la «Canadian Snowbird Association», née en Ontario en 1992. La majorité, soit 60% des 350 000 membres, sont des Ontariens.

La date du dépôt de la requête sera annoncée plus tard, en novembre, mais la décision de poursuivre est déjà prise, confirmait hier, depuis le siège social à

Toronto, M. Eric Izzard, responsable des communications et conseiller en stratégie de l'organisme.

Les «Snowbird» ont été mis sur pied en 1992 à la suite de la décision du gouvernement ontarien, en 1991, de réduire le remboursement des frais d'hospitalisation même dans les cas d'urgence de 400 \$ à 100 \$ par jour.

Voir SNOWBIRD en A2 >

LES ARTS



Céline Dion

Céline Dion lançait hier son dernier cd, «Live à Paris».

PAGE C 7

LA MÉTÉO



Maximum 7, Minimum 0
Partiellement ensoleillé, températures fraîches. Demain: Pluie débutant en après-midi. Détails page C 2

QUÉBEC, 100c ANNÉE, NO 299
FLORIDE, 1.60 \$ US
MONTRÉAL, OTTAWA 70c PLUS T.P.S. T.V.Q.
60c PLUS T.P.S. T.V.Q.

SERVICES DE GESTION PRIVÉE WOOD GUNDY
Une longueur d'avance.
5 ANS 50 000\$ minimum GARANTI
Taux sujet à modification 6%
892-4200

L'AGRESSEUR DE BEAUMONT

Une histoire d'horreur qui a duré 15 ans

RICHARD HÉNAULT
Le Soleil

■ QUÉBEC — Si l'extrême violence dont a fait preuve l'agresseur de Beaumont à l'endroit de ses deux conjointes et de ses enfants a duré pas moins de 15 ans, c'est lors que la famille s'est installée dans cette municipalité de la rive sud, au cours de l'été 1994, que cette violence a atteint son paroxysme.

Bien des murmures ont échappé hier à la foule venue assister au début du procès de l'individu de 37 ans. Certains points forts du récit que faisait le procureur de la Couronne, Me François Huot, en ont fait sursauter plus d'un. Le malaise était tangible parmi les personnes présentes.

Faisant l'exposé de la preuve qu'il entendait établir au cours du long procès devant durer une dizaine de semaines, Me Huot a commencé par le début, soit en 1980, quand l'individu, alors âgé d'une vingtaine d'années, fait la connaissance de sa première conjointe, elle-même âgée de 15 ans. La famille de celle-ci désapprouve la relation mais l'homme la convainc de fuir avec lui.

ERRANCE DANS LA RÉGION

Durant les trois semaines que dure l'errance du couple dans la région de Québec, l'adolescente tombe enceinte. Elle est toutefois ramenée dans le giron familial mais ce ne sera que temporaire puisque, peu après, elle fugue de nouveau avec son bien-aimé et, cette fois, ce sera définitif.

En dix ans, le couple déménage successivement de Loretteville à Sainte-Foy, puis à Sillery, Vanier, Québec et Val-Bélair. Dès que la jeune femme devient enceinte, son conjoint commence à se montrer possessif.

« Il s'accapare d'elle tant physiquement que psychologiquement », d'expliquer Me Huot, et il lui interdit tout contact avec sa famille. La jeune femme a déjà été victime de violence, à coups de pied et poing, lorsque naît le premier enfant, Pierre (prénom fictif), en août 1981.

PREMIER GESTE VIOLENT

Quelques semaines tard, le père fait son premier geste violent à l'endroit du bébé: voulant absolument qu'il prenne son biberon, il fait bouillir le lait et le lui fait boire de force, lui brûlant ainsi la gorge. « J'ai passé par là! Toi aussi... », dit-il au bébé presque naissant.

Ainsi débutait le cycle de violence de Pierre, qui devait durer 13 ans... Cette violence s'exprimera, par exemple, en projetant le bébé dans sa couchette et lui frappant ainsi la tête sur un barreau. L'échelle de violence, de dire Me Huot, augmente graduellement jusqu'à la rupture du couple, en 1990.

Entre-temps, en 1985, l'individu avise son fils Pierre qu'il est « tanné » de lui et qu'il veut s'en « débarrasser ». Il organise alors une mascarade, qu'il appelle une messe noire, et indique à son fils qu'ayant déjà « étudié la prétrise », il peut faire apparaître le démon, qui s'emparera de Pierre. Un hasard fait alors en sorte que l'ampoule dans la chambre de l'enfant explose et lui cause une frayeur inqualifiable.

En 1988, à Val-Bélair, le père manifeste de nouveau sa détermination à se débarrasser tant de sa conjointe

que des deux enfants, un autre fils, Ghislain, étant né en décembre 1987. L'homme se dit « écoeuré de sa vie de chien ».

Au cours de la nuit, sa conjointe se réveille et constate que le feu fait rage dans la cuisine et que la fumée envahit la maison. Elle fait sortir les deux enfants et, quand c'est son tour, l'agresseur mentionne qu'il a « manqué son coup ».

PIERRE ROUÉ DE COUPS DE BÂTON

Lors d'un autre événement, le père perd patience à l'endroit de Pierre et le roue de coups de bâton, surtout à la tête, au point où il lui inflige une entaille de quatre ou cinq centimètres. Ne voulant pas l'amener à l'hôpital de crainte qu'on lui pose des questions embarrassantes, il ordonne à sa conjointe de « recoudre » Pierre. Après avoir appliqué de la glace sur la tête de l'enfant, pour toute anesthésie, la femme se résout alors à exécuter la pénible besogne...

Lorsqu'en 1990, celle-ci, épuisée et dépressive, quitte enfin le domicile conjugal, les deux garçons demeurent avec leur père. En 1991, ce dernier fait la connaissance de sa seconde conjointe, qui emménage chez lui avec ses trois enfants, de sorte que cinq enfants sont désormais à la merci de l'homme.

VIOLENCE SYSTÉMATIQUE ET CONTINUELLE

Dès lors, la « violence systématique et continue » s'intensifie, relate Me Huot. Les claques, les coups de poing et de pied ainsi que les « séances de battage » à l'aide de bâtons et de barres de fer se succèdent.

Un exemple mentionné par le procureur: Pierre n'étant pas assez rapide au goût de son père dans sa tâche de laveur de vaisselle, il lui ébouillante les deux mains! Une autre fois, il verse encore de l'eau bouillante sur la tête de l'un des enfants de sa seconde conjointe, qui le quittera finalement en septembre 1994.

INTERVENTION DE LA DPJ

C'est peu après qu'interviendra la Direction de la protection de la jeunesse. Très habilement, de noter Me Huot, l'individu lui avait toujours échappé.

Mais l'homme avait une telle emprise sur son petit Pierre qu'en octobre 1994 puis en janvier 1995, le jeune adolescent fugue du centre d'accueil où il se trouve pour... retourner chez son père. En novembre 1994, en chambre de la jeunesse, il niera d'ailleurs toute violence de la part de l'homme.

Mais, en février 1995, la Sûreté du Québec met la main au collet de l'individu, qui peut maintenant s'attendre à passer quelques autres années derrière les barreaux.

SOMMET

Des principes

Suite de la Une

au SOLEIL.

Déjà, il est acquis qu'une sorte de déclaration solennelle pour l'emploi sera entérinée par les représentants syndicaux et patronaux mais pas par chacun des chefs d'entreprises participant au sommet, comme l'auraient souhaité les organisations syndicales.

Les patrons s'emploieront cette semaine à garder le débat au niveau des principes et à éviter tout engagement compromettant. Leur position peut se résumer ainsi: limiter les dégâts. Si l'objectif de réduire le déficit à zéro est maintenu et qu'aucune réglementation nouvelle n'est imposée, surtout pas en matière d'équité salariale, les patrons seraient prêts à patienter jusqu'à l'an 2000 pour obtenir une réduction de leur fardeau fiscal, proposera la Chambre de commerce du Québec au nom de tous ses membres.

Le gouvernement de Lucien Bouchard, pour sa part, joue qu'il le double. Ou il parvient avec son sommet de la décision à maintenir l'appui obtenu à Québec pour continuer de faire des compressions sans précédent, ou toute sa stratégie s'écroule à cause d'un désaccord sur les moyens de remettre le Québec au travail. Avant de crier victoire, le premier ministre à des écueils importants à traverser. D'une part, les attentes qu'il a suscitées avec son sommet de la décision sont trop grandes.

D'autre part, le sommet est devenu un terminus pour un trop grand nombre de dossiers disparates, les États généraux sur l'éducation, la politique familiale, l'équité salariale. Le gouvernement n'a donc pas le choix de noyer le tout ou de se noyer lui-même.

Par ailleurs, en entérinant le rapport unanime de la commission sur la fiscalité, qui a conclu que le régime fiscal québécois est le plus progressif en Amérique du Nord, les syndicats également renoncés à leur revendication traditionnelle sur le thème « faisons payer les riches ».

Il s'agit d'une concession majeure mais Gérald Larose, Lorraine Pagé et Clément Godbout n'entendent pas laisser « le sommet de la décision » s'écarter davantage de leur principale préoccupation, l'emploi.

Ils proposent de créer 30 000 emplois par année dans les cinq prochaines années, ce qui s'ajouterait aux 40 000 qui sont créés normalement dans une économie en croissance. Au total, ce sont 176, 658 emplois supplémentaires qui seraient nécessaires pour faire baisser le taux de chômage à 8%, du jamais vu au Québec depuis 1974.

Les moyens qu'ils proposent sont: 1) le partage du temps de travail qui favoriserait la création de 40 000 emplois; 2) le blanchiment du travail au noir qui se traduirait par 26 000 emplois supplémentaires;

3) les projets des groupes de travail sur l'économie sociale de Nancy Neamtan, sur l'entreprise et l'emploi de Jean Coutu et sur la relance de Montréal d'André Bérard qui, si ils se réalisent, créeraient au total 55 000 au cours des 5 prochaines années.

Même avec ces mesures, il manquerait encore 60 000 emplois pour atteindre l'objectif syndical de réduction du taux de chômage à 8%. Les syndicats comptent sur les dépenses publiques, notamment les travaux de réhabilitation des infrastructures, pour combler la différence.

ÉTUDIANTS

Geste d'éclat

Suite de la Une

universitaires, doit poser un geste d'éclat, à ce sujet, devant l'édifice « H », où le conseil des ministres du gouvernement Bouchard tient ses réunions hebdomadaires. « Ce sera quelque chose qui frappera l'imagination des gens », prédit Yannick Chamberland-Richer, membre de la coalition régionale et de l'association étudiante de Sainte-Foy.

Cette association se fait discrète sur le moment qu'elle choisira pour exercer le mandat, voté récemment, de « blocus administratif. Ce n'est pas une grève, on se tiendrait dans le pied autrement, explique M. Chamberland-Richer. Nous empêcherons l'administration de rentrer.

« Il faut que les gens comprennent que les coupures n'ont plus de sens, poursuit-il en faisant allusion aux moyens de pression. Si le gouvernement lui coupe 100 millions \$, ça va casser le réseau des cégeps. La direction des cégeps est d'accord avec nous, d'ailleurs. »

Dans la région, aucune assemblée étudiante n'aurait formellement voté encore en faveur d'un débrayage. Par contre, à Lévis-Lauzon, leurs représentants ont, depuis le début d'octobre, un vote majoritaire pour déclencher une occupation de l'établissement. « La période idéale (pour les moyens de pression) serait le Sommet socio-économique, explique Dominique Garon, une des porte-parole de l'association étudiante. Mais l'événement se déroule à Montréal », dit-elle en laissant entendre que les manifestations d'impatience pourraient se produire un peu plus tard dans la région.

À Montréal, la mobilisation s'organise aussi. La Fédération étudiante collégiale du Québec rapporte qu'elle s'associera bruyamment à une manifestation avec les groupes communautaires, prévue pour ce soir. La responsable des communications, Julie Normandeau, souligne qu'une manifestation spontanée a été organisée, hier soir, par les leaders étudiants du cégep du Vieux-Montréal.

Elle laisse entendre que la marmite des cégeps menace de bouillir et qu'elle pourrait déborder pendant le Sommet. « Pendant toute la semaine, plusieurs associations retourneront à leur assemblée générale. Pour mener des actions ou pour débrayer. »

Selon elle, la tenue de la conférence socio-économique n'est qu'un des moments propices pour que le mouvement étudiant affiche son mécontentement. « Nous avons un plan d'action jusqu'au 24 novembre, lorsque le comité national du Parti québécois se réunira. En fait, d'ici la fin de la session parlementaire, à la mi-décembre, nous voulons être omniprésents. »

LES RETOURNES

BOURREAU

Pénitencier

Suite de la Une

« Coupable, M. le juge ».

Reste donc à déterminer la sentence de l'individu de Beaumont. Le procureur de la Couronne a fait savoir qu'il réclamera plusieurs années de pénitencier.

Afin que le juge soit le mieux possible informé de la nature des crimes, Me Huot entend faire témoigner certaines victimes lors des représentations sur sentence qui doivent débiter le 19 novembre et durer environ trois jours. L'avocat de l'accusé, Me Armand Rousseau, aurait voulu que les représentations n'aient lieu qu'à la mi-janvier, compte tenu qu'un expert doit d'ici là rencontrer son client à plusieurs reprises. Le juge Beaulieu lui a toutefois répliqué que « la cour n'est pas à la merci des experts ».

PAS DE VENGEANCE

« Les victimes, de dire pour sa part Me Huot, n'ont aucun esprit de vengeance mais elles ont enduré un calvaire durant plusieurs années et elles espèrent depuis 18 mois que l'affaire se règlera. Elles veulent donner à la cour un éclairage complet sur les atrocités qu'elles ont vécues. »

Appelé par les journalistes à expliquer le revirement soudain chez son client, Me Rousseau a avancé quelques hypothèses: « Il y a eu un développement dans son psychique et il y avait certaines charges que nous n'aurions pas pu défaire. Sans procès, beaucoup de choses ne seront pas dites; il pourra refaire sa vie et même devenir un actif pour la société. Il n'a quand même pas toujours été méchant! »

SNOWBIRD

Autres causes

Suite de la Une

Les fondateurs de l'association ont entraîné l'Ontario en cour en invoquant les principes d'accessibilité, d'universalité et de gratuité de la loi canadienne sur la santé et ils ont gagné contre ce gouvernement. Or, la réglementation québécoise, adoptée en juillet, prévoit une diminution de 509 \$ à 100 \$ par jour.

Parallèlement à la poursuite contre le Québec, l'association des Snowbird entend aussi mener la guerre, devant les tribunaux, à la Colombie-Britannique où le montant du remboursement pour une hospitalisation hors-Canada a été abaissé à 75 \$, il y a déjà plusieurs années. Les autres provinces de l'Ouest où des mesures identiques ont été adoptées pourraient devenir autant de cibles prochaines.

Des représentants de l'association ont rencontré des membres du cabinet du ministre de la Santé, M. Jean Rochon, en août, pour l'amener à réviser sa position. La même démarche a été entreprise en septembre auprès de la ministre de la Santé de la Colombie-britannique, Mme Joy McPhail. Sans succès, dans les deux cas.

En Colombie-Britannique, l'organisme a cependant obtenu une révision du régime qui privait les résidents des services de santé lorsqu'ils étaient absents plus de six mois même lorsque leurs déplacements s'effectuaient à l'intérieur du Canada.

Outre l'aspect légal, les arguments des Snowbirds sont à l'effet que les gouvernements économisent en facilitant les séjours des gens âgés dans les régions chaudes: moins de demande de vaccins contre la grippe, moins de chutes sur la glace, moins de rhumes et de pneumonie, moins d'hospitalisation, moins d'honoraires médicaux et de frais de médicaments.

L'organisme, dont le plupart des services sont bilingues, sert aussi d'agence de voyage et d'intermédiaire pour les assurances à l'étranger. Les tarifs offerts aux membres sont inférieurs de près de un tiers à ceux d'une compagnie très connue, soutient un Snowbird québécois, M. Edmond Carreau, de Berthier-sur-Mer. Les membres obtiennent aussi des rabais dans les restaurants et certains hôtels.

La guerre se fait aussi contre la Colombie-Britannique

Les gens âgés qui partent font économiser l'État

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A	
La Capitale.....	3 à 7
Le Québec et le Canada.....	8 à 14
Le Monde.....	15

CAHIER B	
Questions d'argent.....	1 à 8
Bourses.....	4 et 5
Opinions.....	6 et 7

CAHIER C	
Mode Magazine.....	1 et 6
Arts et spectacles.....	7 à 14
Votre agenda.....	8
Ce soir à la télé.....	2
Annonces classées.....	10 à 113
Décès.....	13 et 14

CAHIER D SPORTS	
Claude Larochelle.....	1
Statistiques.....	2 et 4
Jeux et B.D.....	7

SERVICES	
Abonnements.....	686-3344
Annonces classées.....	686-3311
Carrières et Professions.....	686-3270
Promotion.....	686-3342
Publicité Détaillants.....	686-3435
Publicité générale.....	686-3270
Rédaction.....	686-3394
Renseignements.....	686-3233

NUMÉROS CHANCEUX

LA QUOTIDIENNE	
tirage du 28-10-96	4-7-2
	2-1-3-9
EXTRA	631355
BANCO	
tirage du 28-10-96	5-10-11-14-16-23-26-30-35-38-41-43-45-46-53-54-59-64-66-70

RÉFLEXION

L'amitié est un exercice de l'âme que les femmes ne pratiquent pas. (Philippe Hériat, Belle de jour)

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe Unimédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, Chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: c.p. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.



MOUELES
TRICOT CHENILLE

11.00

C'est le doux confort du tricot velouté double épaisseur pour une moufle exclusive à poignet retourné. Noir, moka, marine, raisin. Taille unique.

la maison
simons
PLACE ST-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

Contaminé à l'hôpital

Admis pour des examens, il attrape la tuberculose

ANNIE ST-PIERRE
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Un citoyen de Baie-Comeau, M. Michel Savard, vient de porter plainte auprès du centre hospitalier pour avoir été contaminé par la bactérie de la tuberculose lors de sa récente hospitalisation.

L'homme de 69 ans a été hospitalisé, le 8 septembre, pour subir divers examens à la suite d'une mauvaise chute. Pendant son séjour à l'hôpital de Baie-Comeau, il a partagé une chambre semi-privée avec une personne atteinte de tuberculose en période contagieuse, un cas inconnu des autorités médicales et qui a été diagnostiqué par la suite.

C'est à sa sortie de l'hôpital que M. Savard a été contacté pour subir un test en marge d'une enquête épidémiologique sur le cas de tuberculose contagieuse. C'est ce test qui lui a permis de savoir qu'il est porteur de la bactérie. Il doit se soumettre à un traitement antibiotique préventif et visiter ses médecins pour les six prochains mois afin de détecter s'il risque de développer cette maladie, devenu curable depuis plusieurs années.

« Sur la Côte-Nord, il survient environ une demi-douzaine de cas de tuberculose contagieuse par année et à chaque fois nous menons une enquête épidémiologique pour savoir si la bactérie a été transmise. Il faut être en contact

étroit pour transmettre la bactérie », a expliqué le Dr Fabien Gagnon, médecin-conseil et spécialiste à la Santé publique de la Côte-Nord.

Ce dernier précise qu'environ 90% des personnes porteuses de cette bactérie ont de bonnes chances de ne jamais développer la tuberculose, une maladie à déclaration obligatoire, qui est de plus en plus contrôlée.

C'est le cas de M. Michel Savard qui trouve tout de même inacceptable d'être porteur du virus depuis son hospitalisation. « C'est inadmissible, on va à l'hôpital pour se faire soigner et pas pour se faire contaminer, il doit avoir des responsabilités à quelque part », estime-t-il.

Le septuagénaire s'est entretenu avec la direction du centre hospitalier de Baie-Comeau



M. Michel Savard avait dû partager la même chambre d'hôpital qu'un patient atteint de tuberculose.

et sa plainte fait l'objet d'une enquête pour savoir si la situation aurait pu être évitée.

Le tiers des élèves présents

La valse-hésitation se poursuit à l'école Montessori de Sainte-Foy

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ QUÉBEC — La valse-hésitation se poursuit à l'école Montessori de Sainte-Foy. Hier, 23 enfants s'y sont présentés, soit environ le tiers des 63 élèves inscrits en prématernelle, en maternelle et au primaire. C'est un peu plus que vendredi (ils étaient 16), mais beaucoup moins qu'au lendemain du reportage-choix diffusé par la télé d'État, le lundi 21 octobre. Alors que la bombe venait d'éclater, seulement six jeunes brillaient par leur absence.

Devant ces soubresauts qui mettent en péril la survie de son école, mais, surtout, devant les accusations de violence qui pèsent contre lui et risquent de lui faire perdre sa réputation, le directeur Daniel Jutras annoncera dans les prochaines heures s'il entamera ou non des poursuites judiciaires.

Entre-temps, les responsables du nouveau comité de parents appliquent la consigne du *motus et bouche cousue*. Joint hier chez lui, un des membres du conseil d'administration, Richard Berthiaume, s'est refusé à tout commentaire après avoir consulté un autre père, Daniel Boisvert. Tous deux (et sans doute d'autres parents) ont pris la relève du comité démissionnaire au cours d'une réunion convoquée dimanche soir et à laquelle assistaient une vingtaine de parents.

MUET COMME UNE CARPE

Rappelons que, le lendemain de l'émission Enjeux, M. Jutras avait invité les parents à venir le rencontrer à l'école pour discuter de l'affaire et réfuter les allégations de violence formulées à son endroit. La très grande majorité des parents lui avaient alors renouvelé leur confiance et avaient continué de lui confier leurs enfants.

Coup de théâtre, toutefois, jeudi soir. Gagnés par le doute, les parents tiennent une nouvelle réunion, secrète celle-là. Résultat : démission en bloc du comité de parents et décision, de la part de nombreux couples, de retirer leurs enfants de l'établissement. D'où le parcours en dents de scie que l'on constate.

Le nouveau comité essaiera-t-il de renverser la vapeur en contactant les parents récalcitrants ? Quelles actions entend-il entreprendre ? Mystère ! Celui qui avait été désigné au SOLEIL comme le porte-parole du groupe a préféré demeurer muet comme une carpe.

ENQUÊTE DU MINISTÈRE

Par ailleurs, un des deux enquêteurs du ministère de l'Éducation dépêchés à l'école Montessori la semaine dernière a déclaré à notre journal que si tous les témoignages qui leur ont été annoncés leur parviennent cette semaine, le rapport devrait être terminé vers la mi-novembre.

« Nous continuons notre travail. Nous évaluons les six ou sept cas portés à notre attention jusqu'à maintenant, comme nous le ferons pour ceux qui s'ajouteront », souligne Gilles Couture qui, avec son collègue Michel Boudreault, s'est rendu à deux reprises à l'école Montessori dans le cadre de l'enquête.

M. Couture recommande aux parents désireux de soumettre un témoignage de la faire de préférence par écrit à l'adresse suivante : Direction de l'enseignement privé, 1035, de la Chevrotière, 13^e étage, Québec G1R 5A5. Ceux qui souhaitent procéder verbalement ou obtenir des renseignements doivent composer le (418) 643-8156.

Le directeur annoncera s'il entame des poursuites

SUCCESSION DES MÉDIÉVALES

Trois groupes en lice



L'historien Jean Provencher présentait le projet des fêtes historiques de la Nouvelle-France aux médias, hier, en compagnie du fondateur de Québec, le huguenot Samuel de Champlain (le cellulaire à l'oreille!!!) et de son épouse Hélène Boulé.

MARIE CAOQUETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Trois groupes ont déposé leur candidature, hier, pour prendre la succession des Médiévales et organiser des fêtes à caractère historique dans le Vieux-Québec, l'été prochain.

Mais un seul, la Corporation des fêtes historiques de Québec, présidée par l'historien Jean Provencher, a respecté l'exigence d'accompagner sa candidature du chèque visé de 5000 \$ que la ville exigeait en garantie dans son appel d'offres du 20 septembre.

« Est-ce que cela entraîne la disqualification immédiate des autres candidats ? On va laisser nos avocats regarder cela », commentait, hier après-midi, M. Serge Viau, directeur général de la Ville de Québec.

Outre la Corporation des fêtes historiques de Québec présidée par l'historien et homme de radio, Jean Provencher, dont la proposition d'organiser l'été prochain des Fêtes de la Nouvelle-France était la mieux connue, les autres candidats sont la Société historique de Québec et les Productions Normand Latourelle de Montréal.

Les deux groupes qui proviennent de la capitale sont dirigés par des historiens et leurs propositions misent sur

des fêtes à caractère plus historique que médiéval qu'on souhaite voir revenir, dans les deux cas encore, chaque été plutôt qu'à tous les deux ans.

CORPORATION

La Corporation des fêtes historiques souhaite que ses fêtes célèbrent les années du régime français qui a débuté en Nouvelle-France 160 ans après la fin du Moyen Âge, précisait, hier, Jean Provencher.

Ce devrait être un feu roulant d'activités 12 heures par jour. On voit diverses activités tels l'installation d'une famille pionnière, une messe en latin, un pow-wow indien dans des lieux débordant le Vieux-Québec, comme le domaine Maizerets, le parc Cartier-Brébeuf.

À moyen terme, les Franco-Américains seront invités à se joindre puisque la moitié de l'Amérique du Nord a déjà été française.

Gestevis, une firme de Beauport spécialisée dans la gestion d'événements sportifs internationaux est associée à la corporation. La jeune équipe a déjà géré jusqu'à 500 bénévoles et des budgets de 2 millions \$. C'est Gestevis qui recrutera les commanditaires. « Plusieurs ont été approchés et sont très intéressés », disait, hier, M^{me} Chantal Lachance, au cours d'une conférence de presse présentant le projet.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE

Pour sa part, la Société historique de Québec a mis sur pied un comité organisateur du Festival historique de Québec présidé par un professeur d'histoire au cégep Garneau, M. Yves Tessier. Cette équipe veut développer un thème historique différent chaque année, en commençant par le Moyen Âge.

L'influence du Moyen Âge est très présente à Québec. On la sent dans l'emplacement du Vieux-Québec fortifié sur

son cap, dans le tracé des rues et dans l'architecture gothique des églises anglicanes du XIX^e siècle, selon M. Tessier qui nous a donné une entrevue téléphonique, hier. C'est le siècle du romantisme qui a redécouvert le Moyen Âge.

Le groupe de la Société historique veut organiser, l'été prochain, une trentaine d'activités originales avec forte participation populaire. Il y aurait du théâtre, un tournoi à la manière des ligues d'improvisation, une chorale de chants grégoriens, des banquets de mets d'époque. Le parc Montmorency serait transformé en forêt de Merlin l'Enchanteur.

La Société historique veut aussi associer la ville de Bordeaux, jumelée à Québec, à l'événement. Au Moyen Âge, Bordeaux appartenait au duché d'Aquitaine sur lequel régnait Aliénor qui fut successivement épouse du roi de France et du roi d'Angleterre.

LE FLAMBEAU S'ÉTEINT ?

Quant au troisième groupe qui aspire à prendre la relève des Médiévales, ce sont les Productions Normand Latourelle de Montréal qui ont à leur crédit l'organisation des fêtes du 350^e anniversaire de la métropole.

Sans avoir eu le temps d'examiner encore les trois propositions M. Viau soulignait déjà que la proposition de la Corporation des fêtes historiques était aussi celle qui avait le plus d'ampleur.

Les propositions ont aussi surpris le directeur général en s'écartant du concept premier des Médiévales pour élargir la période historique de ces fêtes. Le thème de ces fêtes déborde carrément le Moyen Âge pour s'étendre jusqu'en 1760, période pendant laquelle la moitié de l'Amérique du Nord fut française. « J'aurais cru que quelques-uns reprendraient le flambeau médiéval et auraient compté sur cet acquis qui jouit de la faveur populaire et bénéficie d'une promotion internationale. »

Est-il possible que la fête ait lieu chaque année, plutôt qu'à tous les deux ans ? Cela dépend de ce qu'on demande aux pouvoirs publics, commente Serge Viau.

La Ville de Québec, qui recevait les propositions jusqu'à midi hier, terminera la composition de son comité d'analyse des candidatures cette semaine et rendra son choix public le 15 novembre au plus tard.

Seul le groupe de Jean Provencher a versé les 5000 \$ exigés



Le Sommet économique plein écran !

Une analyse solide des enjeux.

Québec plein écran avec Anne-Marie Dussault

19h



Télé-Québec
VOYEZ LOIN

À ne pas manquer à 20h, en direct, le discours d'ouverture du premier ministre Lucien Bouchard.

CHARLESBOURG



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

École qui roule...

La commission scolaire de Charlesbourg était fière, hier, d'inaugurer son nouveau Centre de formation de transport routier, qui coïncide avec le 20^e anniversaire de cette spécialité d'enseignement en son sein. Construit au coût de 7,2 millions\$ obtenus du ministère de l'É-

ducation du Québec, le nouveau centre contribuera à former quelque 1400 spécialistes du transport en 1996-1997 seulement, en plus d'accueillir 8000 chauffeurs d'autobus scolaire en stage de perfectionnement. Ci-dessus, l'élève Pascal Henri, en compagnie du formateur Denis Pigeon.

SAINT-VICTOR

Des menaces prises au sérieux

Un homme de 43 ans s'est barricadé pendant plusieurs heures de dimanche à hier dans son chalet avant que le Groupe tactique d'intervention (GTI) de la Sûreté du Québec (SQ) ne réussisse à le convaincre de sortir sans résistance. En après-midi dimanche, l'homme avait menacé son oncle de venir lui faire un mauvais parti avec son arme de calibre .12. Selon le porte-parole de la SQ, il souffrait d'un déséquilibre lié à sa prise de médicaments pour des problèmes d'ordre psychiatrique. Il avait menacé son oncle, avec qui il a un litige, en lui lançant des pierres. Il est parti en disant qu'il allait chercher son arme dans son chalet du rang 3 sud, à Saint-Victor. Il n'est toutefois pas revenu, et les policiers de la SQ de Saint-Georges ont été appelés. Devant sa résistance à sortir du chalet, ils ont fait venir le GTI. Voyant l'ampleur que prenait l'événement, l'individu s'est rendu un peu après 3 h. C.S.

SAINT-FOY

Relâchée faute de preuve, malgré les soupçons

Deux appels à la bombe, dont un visant la police de Sainte-Foy, ont été logés, hier matin, auprès d'une téléphoniste de Bell. Le premier appel a été fait d'une cabine publique de Sainte-Foy vers 9h44 et concernait le centre hospitalier Robert-Giffard. Un second appel a été fait d'une deuxième cabine de Sainte-Foy, et visait la centrale de police. Cette fois, les patrouilleurs ont intercepté une femme. Cette dernière, qui a des antécédents en semblable matière et présentait une attitude «bizarre», a toutefois été relâchée faute de preuve. «Si d'autres incidents du genre se reproduisent, il est certain que nous rendrons visite à cette dame», mentionnait le porte-parole Martin-Guy Trépanier, qui admettait l'impuissance policière dans de telles situations. C.S.

BEAUCE

Prévention des accidents et formation

«La formation est indispensable pour prévenir les accidents du travail. Elle permet aux travailleurs, actuels et futurs, d'acquiescer des connaissances nécessaires et de développer des comportements sécuritaires pour eux-mêmes et pour leurs collègues de travail», a affirmé M. Donald Brisson, de la CSST, lors du lancement d'une médiagraphie sélective, au CIMIC. La prévention des accidents, c'est possible. La médiagraphie comprend quelques centaines de documents, regroupés en 21 secteurs d'activité socio-économique, pour aider le personnel enseignant à intégrer la santé et la sécurité du travail dans les programmes de formation de la main-d'oeuvre active. L.D.

QUÉBEC

Octogénaire disparue

Le service de police de la ville de Québec réclame l'aide de la population pour l'aider à retrouver une dame de 80 ans souffrant de la maladie d'Alzheimer. Rita Pouliot-Poulin a quitté la résidence «La Champenoise» vers 22 h dimanche et n'a pas été revue depuis. Elle mesure 5 pieds et 4 pouces et pèse 130 livres. Elle a des cheveux frisés de couleur poivre et sel, une tache brune au centre du front et une cicatrice au cou. Au moment de sa disparition, elle portait un imperméable gris, un béret «angora» bourgogne, un foulard vert et rouge, des gants en cuir beige et des souliers noirs. Elle n'aurait ni sacoche, ni bijou. Elle porte deux bracelets «Medic-Alert». Toute information sera recueillie au (418) 691-3918 ou au 9-1-1. C.V.



SAINT-GEORGES

Nouveau défi pour Huguette Giroux

Nommée infirmière de l'année en Chaudière-Appalaches en 1995, la directrice des services à la clientèle et des soins infirmiers, M^{me} Huguette Giroux a annoncé son départ du Centre hospitalier Beauce-Etchemin. Dès le 2 décembre, M^{me} Giroux sera directrice générale adjointe à l'organisation des services à la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches. Forte d'une expérience de sept ans à Saint-Georges, M^{me} Giroux dit avoir adoré ce qu'elle a fait et quitter pour relever de nouveaux défis. L.D.

Le VIH-sida, une préoccupation certaine

La formation du personnel infirmier sur l'infection de VIH-sida se fait en Beauce comme ailleurs au Québec, assure la directrice générale du Centre hospitalier régional Beauce-Etchemin. «Quelle que soit leur maladie, tous les patients reçoivent des soins appropriés», signale M^{me} Julie Doyon-Proulx, en réponse à un sidéen qui a affirmé récemment que l'hôpital avait placé en chambre d'isolement une patiente atteinte du sida avant de la référer à Québec. «J'ai communiqué avec M. Pierre Labbé pour obtenir plus de renseignements sur la situation qu'il a dénoncée et lui ai demandé de déposer une plainte. Le système de plainte est en place depuis deux ans et a été largement publicisé. Il existe pour ça, dit-elle. Par ailleurs, comme partout au Québec, nous évoluons progressivement année après année en regard du VIH-sida», croit M^{me} Doyon-Proulx. L.D.

CE SOIR

TVA vit avec vous



LE TVA, ÉDITION 18 HEURES 18 H Avec: Pierre Jobin

LE TVA 18H POURRAIT VOUS FAIRE CÉLÉBRER COMME JAMAIS

À GAGNER 4 VOITURES ET 10 000\$ EN CERTIFICATS-CADEAUX

ÇA C'EST DES BONNES NOUVELLES AU TVA 18H



Dossier: Le virage ambulatoire 6 mois plus tard Journaliste: Annie Gagnon

TÉLÉ 4

LE TOUR DU MONDE en 3 jours

2^e SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES du 1^{er} au 3 novembre GALERIES DE LA CAPITALE Entrée gratuite

- 200 spécialistes pour répondre à vos questions sur votre prochaine destination voyage
- 40 pays représentés sur les 5 continents et toutes les destinations soleil
- Animation, conférences et vidéos pour vous mettre dans l'ambiance de vos prochaines vacances

HEURES D'OUVERTURE
Vendredi...11h à 21h
Samedi...10h à 18h
Dimanche...11h à 17h

UN ÉVÉNEMENT EN COLLABORATION AVEC
ACTA QUÉBEC
GALERIES DE LA CAPITALE
CHRC 80
cibit

Par la barbe de Saint-Jean!

La reine est morte, vive le roi! Cette reine morte, ce n'est pas la vieillissante Elizabeth, mais celle du Carnaval de Québec. Et le nouveau roi, ce n'est pas son fils Charles qui se serait emparé de la couronne cette nuit pendant notre sommeil. Non, c'est celui de l'Anse-Saint-Jean, l'illustre Inconnu, dont les médias ont parlé la semaine dernière. Ce roi-là a encore un petit quelque chose d'hypothétique puisqu'il ne sera élevé au trône que le 21 janvier prochain si le peuple de l'Anse le décide lors d'un référendum. Alors qu'à Québec, on se débarrasse des oripeaux de la royauté, la petite municipalité de l'Anse-Saint-Jean s'apprête donc à mettre un roi sur le trône. La vie est étrange.

Le futur roi s'appelle Denys Tremblay. Mais il est surtout connu comme « l'illustre Inconnu ». Remarquez que s'appeler Denys Tremblay au Saguenay, c'est quasiment être condamné à demeurer un quidam, même avec un « y » au milieu de son prénom. J'en ai compté 82 avec un « i » dans le bottin et quatre avec un « y ». Mais ce Denys Tremblay-là ne fait rien pour demeurer anonyme. Il a convaincu les élus de le faire roi pour attirer les projecteurs sur la place.

En fait, pour comprendre le sens de son projet complexe, ambitieux et farfelu, il faudrait faire un long détour du côté de l'art et de la politique. Je m'en tiendrai à l'essentiel...

À l'Anse-Saint-Jean c'est la municipalité qui est propriétaire du centre de ski du Mont-Édouard. Or, on aurait bien besoin d'un projet-moteur pour y attirer les touristes à l'année. Une idée a germé dans la tête de Denys Trem-

blay, professeur et artiste, spécialiste de la sculpture environnementale. Il s'agit de sculpter, à même une montagne, la tête du patron de l'Anse. Elle serait visible en toute saison du sommet du Mont-Édouard, car c'est la montagne jumelle située derrière qui deviendrait cet oratoire végétal d'un kilomètre carré.

Il faudrait tailler des arbres pour dégager les traits de ce Saint-Jean-du-Millénaire et en planter des milliers d'autres pour fleurir sa barbe, ses sourcils et tout le reste: 36 000 plants précise l'artiste.

Tout ça va coûter bien des bidous. Un million \$ au bas mot. Vous comprenez qu'après le Déluge dont les dégâts ont causé pour 17 millions \$ de dommages à l'Anse-Saint-Jean, la municipalité n'a pas d'argent à mettre là-dessus. Les 1309 habitants ont hérité de la facture de 10% des coûts alors que le budget annuel ne se chiffre pas à 1 million \$.

C'est ici qu'intervient le personnage connu sous le nom de l'illustre Inconnu, qui a fait connaître l'artiste Denys Tremblay autant à Chicoutimi qu'à Paris. Il a participé notamment au sauvetage de la maison d'Arthur Villeneuve à Chicoutimi. Il a proposé aux élus de l'Anse d'élever un roi par référendum pour alimenter ce projet.

Vous vous demandez, « c'est qui ce gâââârs-làââ » qui croit que les Québécois méritent plus



Ghislaine Rheault

que des rois de la patate et de la gourgame? Un gourou, un fou, un capoté verbo-moteur? Au début, les élus l'ont écouté en pensant qu'ils feraient rire d'eux s'ils acceptaient son idée. Mais après l'avoir entendu jongler avec les concepts de rapatriement du pays à l'échelle locale, de l'espace entre la vie et l'art, et surtout de l'attrait touristique lucratif que le plus petit royaume du monde pourrait représenter, ils ont été convaincus. La population votera le mardi 21 janvier. Le 21, à cause d'un tas de raisons qui font un peu penser à la numérologie.

À l'image du premier ministre du Québec, le futur roi municipal n'habite pas l'Anse, sa capitale. Mais il a promis d'y ériger une maison royale qui deviendrait à la fois atelier et oeuvre d'art, comme le fut celle d'Arthur Villeneuve. L'illustre Inconnu a tout un chapelier d'autres « projets électoraux royaux » générateurs de tourisme à soumettre au conseil municipal. Des projets encore secrets... Par exemple la fabrication des bijoux de la couronne à l'Anse. Son premier acte serait de proclamer Elizabeth II reine honoraire du village.

Bref, le futur roi fait bien des sparages. Mais pour lui, ce référendum, c'est tout le contraire d'un canular. « Mon principal objectif est artistique dit-il. Je serai le « king » de la place pour aider la communauté qui a souffert du déluge. » Son happening touristique-artistique s'inscrit

dans une vision du monde où l'imaginaire reprend ses droits et transcende les querelles politiques. « L'Anse-Saint-Jean deviendra symboliquement souveraine tout en restant unie avec le Québec et le Canada », dit-il. Avec le sociologue Michel Maffesoli, il pense que la société va revenir à des « formes impériales de pouvoir » où les villes joueront un rôle capital. À l'Anse, on ne fait rien comme ailleurs, dit-il. « C'est le premier village colonisé au Saguenay. C'est la patrie de la bière *Illégale*. La station de ski a été littéralement « volée » à un projet concurrent. Alors pourquoi pas un roi? »

Ce projet est fou? Pas plus que le « sommet virtuel » qui rassemble des sommités du Québec pendant trois jours dans un hôtel de Montréal pour résoudre les problèmes sociaux et économiques. Pas plus que le projet de sentier transcanadien qui offre aux citoyens d'acheter au prix de 36 \$, un mètre de ce passage de 15 000 kilomètres qui doit traverser le pays... et remplacer dans l'imaginaire le chemin de fer.

Non, ce n'est pas plus fou de vouloir faire pousser la barbe de Saint-Jean sur une montagne. Mais si jamais l'élection du roi est un flop, pourquoi ne donnerions-nous pas chacun un dollar, pour un poil, une verrue ou un cil du saint patron? Il suffirait d'un million de Québécois pour épargner à l'illustre Inconnu le besoin de faire tous ces sparages royaux. Et si jamais cette barbe-là tarde trop à pousser, rien ne nous interdit de prendre la route de l'Anse-Saint-Jean et du Mont-Édouard pour aller y essayer nos planches pendant l'hiver. Le pays est magnifique. Avec ou sans roi.

TENTATIVE DE MEURTRE SUR SON FILS

Denis Lapointe devra subir un examen psychiatrique

CLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

QUÉBEC — Denis Lapointe, 42 ans, de Beauport, devra subir un examen psychiatrique de cinq jours pour déterminer son aptitude à comparaître sous une accusation de tentative de meurtre contre son fils de quatre ans. Les événements se sont produits vers 22 h 45 dimanche.

C'est le père lui-même qui a appelé le 9-1-1. Il a déclaré aux policiers avoir tenté d'étrangler son enfant. Celui-ci n'a finalement pas été blessé gravement, mais il a quand même été transporté à l'hôpital.

Selon la police de Québec, l'homme s'est montré incohérent au cours de son interrogatoire. Son avocate, M^{me} Suzy-Guyllaine Gagnon, a laissé entendre qu'il était atteint de délire mystique.

« C'est un homme qui a besoin d'aide », a-t-elle mentionné peu après le passage de son client devant la cour.

Il a déjà reçu des soins au centre Robert-Giffard et c'est là qu'il subira son examen avant de revenir devant un juge le 4 novembre. Le juge Michel Babin a demandé qu'un rapport écrit sur l'état du prévenu soit soumis à la cour.

Hier, des journalistes s'interrogeaient sur la sévérité de l'accusation, compte

tenu que l'homme a lui-même appelé les policiers. La procureure de la Couronne a rappelé au SOLEIL que les accusations sont portées en vertu de la preuve recueillie par les policiers. « Qu'il ait téléphoné lui-même ne change rien à la gravité du geste commis », note-t-elle.

Sans présumer des résultats qui seront présentés en cour, elle indique qu'une réduction de cette accusation pourrait survenir à une autre étape du processus judiciaire. Si M. Lapointe est jugé inapte à recevoir l'accusation, la question ne se posera plus.

EN BREF

BEAUCE

Récupérer des déchets sauve de l'argent

Environ 14% des déchets de la MRC Robert-Cliche ont été dirigés à des fins autres que l'enfouissement cette année et ce, à des coûts quatre fois moins élevés. « Enfourer les sacs verts déposés à la rue a coûté 51,62 \$ la tonne alors que la collecte de textiles et de déchets dangereux représente 12,11 \$ la tonne. La population a maintenant un intérêt financier à faire le tri et à réduire ses déchets », a affirmé la coordonnatrice, M^{me} Josée Bilodeau, lors du dépôt du bilan des activités de réduction auprès des maires. L.D.

Mario Tremblay à Québec?!



Si vous apercevez ce visage enjoué dans le coin des Galeries de la Capitale, plus précisément chez ACURA OPTIMA, n'allez surtout pas lui demander un autographe. Car il ne s'agit pas de Mario Tremblay, mais bien de Guy Poliquin, nouveau conseiller aux ventes chez ACURA OPTIMA. Après une association de sept ans avec Toyota, Guy Poliquin a décidé de se tourner vers une vision qui inspire un élan de passion: celle d'ACURA.

M. Louis Gendron, directeur des ventes d'ACURA OPTIMA, est très fier d'avoir recruté parmi ses joueurs non pas Mario Tremblay, mais Guy Poliquin.



4901, boul. des Galeries
Voisin des Galeries de la Capitale
622-8180
Une division de Honda Inc.

PORTES ET FENÊTRES PORTES ET FENÊTRES

CARON ET GUAY INC.
MANUFACTURIER DE PORTES ET FENÊTRES

UNIQUE À QUÉBEC
Système de finition intérieure 100% PVC

Depuis 1957

À QUALITÉ ÉGALE
MEILLEUR PRIX GARANTI

Conception européenne
Garantie 20 ans

ESTIMATION GRATUITE

1068, Royale, Ste-Anne-de-Beaupré 827-2459
228, Pierre-Bertrand, Vanier 683-7534

NOUVELLES SUCCURSALES

2292, Saint-Hubert, Jonquière (418) 547-0504
187, route 132, Saint-Ambroise (418) 672-2297

PORTES ET FENÊTRES PORTES ET FENÊTRES

loto-québec résultats

Banco
Tirage du 96/10/28
05 10 11 14 16
23 26 30 35 38
41 43 45 46 53
54 59 64 66 70

Quintessence
Tirage du 96/10/28
3 4
472 2139

Extra
Tirage du 96/10/28
NUMÉRO: 631355

T.V.A. LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

CHEROKEE SPORT 1996

1 x 1 portes automatique ensemble 26 000

A PARTIR DE **299\$** par mois

LOCATION 30 MOIS, 51 000 km
PERMIS, TAXES EN SUS
COMPTANT DE 3650\$ OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT

GOSSELIN 30 ANS
ST-NICOLAS 831-2050

Elle va tout acheter!

Uniquement Pour vous

M A U D E
PLACE DE LA CITE

COUPONS LES PRIX AVEC LES COUPONS-SOLEIL

Les coupons-rabais de la semaine publiés ce mercredi 30 octobre...

LE SOLEIL

Chez W.R. Savard bijoutier-joaillier, les exclusivités partent vite!

Venez faire votre choix parmi notre collection de bijoux uniques dès maintenant et devancez ainsi la cohue de Noël. Nous vous offrons des plans de mises de côtés adaptés à vos besoins. Passez nous voir et il nous fera plaisir de répondre à toutes vos questions. Cette année, garantisiez-vous le premier choix.

Présentez cette annonce et obtenez 10% de rabais. Offre valide jusqu'au 15 novembre 1996.

SAVARD
BIJOUTIER-JOAILLIER

2485, chemin Saint-Louis
Sillery
418 653-3115

Vols et vandalisme sans précédent

Les 2200 élèves de l'école Les Etchemins en congé forcé

MARC SAINT-PIERRE
Le Soleil

■ CHARNY — À la suite d'actes de vandalisme et de vols sans précédent, la direction de l'école secondaire Les Etchemins (LESLE) a renvoyé chez eux les 2200 élèves pour toute la journée d'hier.

Les actes de vandalisme et les vols ont été perpétrés pendant le week-end par un ou des individus à la grande école polyvalente de Charny.

Le directeur de LESLE, Réjean Lacroix, en a dit au SOLEIL le moins possible, peut-être pour minimiser un incident sans précédent par son ampleur. Il s'en est effectivement tenu pour l'essentiel à faire état de « vol et vandalisme » survenus « dans un secteur de l'école ».

Du moins a-t-il été plus loquace sur l'état d'esprit régnant parmi ses gens en ce lundi matin gris. « Au niveau du personnel, ça été tout un émoi. C'est comme si l'intimité de leur chez-soi avait été violée », a-t-il noté.

C'est que, selon diverses indications de couloir, la salle des professeurs a

été la cible privilégiée des vandales. Et, de quoi provoquer un dégât d'eau important, leur machine à café a été mise hors de combat, des casiers ont été éventrés, des vitres ont été cassées, etc.

Des propos du directeur Lacroix, il s'est aussi dégage qu'un certain nombre d'objets appartenant à son personnel se seraient aussi volatilisés. Pas de précision cependant sur la nature des objets qui auraient disparu ni non plus sur les lieux exacts qui ont retenu l'attention des malfaiteurs.

À la police de Chaudière-Etchemin, le sergent Alain Gelly a en revanche brossé un tableau très explicite confirmant les chuchotements du milieu: plusieurs portes de locaux forcées, vandalisme dans les salles dévolues aux professeurs, dé-

gâts à la machine à café et à sa tuyauterie, infiltration d'eau jusque dans un local contenant du matériel informatique, plusieurs milliers de dollars de dommages, des instruments audio manquants, etc.

Des propos du policier, il est ressorti que des recherches se poursuivent pour déterminer avec exactitude l'ampleur des vols dont auraient pu être victimes les professeurs individuellement.

Au chapitre du vandalisme, on le sait déjà. Le phénomène n'est pas étranger à cette école de 2000 étudiants mais c'est la première fois qu'il atteint une telle ampleur, a dit en substance le Sergent Gelly.

Demeure une question dont la réponse serait significative. « Nous n'avons pas relevé de traces d'effraction. Le modus operandi n'est pas connu », précise le policier. Mais d'après une hypothèse ayant cours à l'école, le ou les indivi-



Les étudiants ont eu congé hier, alors que la police évaluait l'ampleur des dégâts.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME

Branle-bas de combat pour 2 «disparus»

SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME — La Régie intermunicipale de la Chaudière-Etchemin a lancé un appel au grand public, vers 23h30 dimanche, afin de rassembler une équipe de bénévoles pour effectuer des recherches en forêt à Saint-Jean-Chrysostome, où deux adolescents de 16 ans étaient portés disparus.

Les deux jeunes hommes étaient partis vers 14h, pour aller chasser dans le secteur boisé du chemin Bélaire-Ouest, à Saint-Jean-Chrysostome.

Voyant que ses deux amis ne revenaient pas, un adolescent a entrepris des recherches en véhicule tout terrain en soirée. Ne réussissant pas à retrouver ses amis, il a fait appel à la sûreté municipale à 20h25.

Des recherches ont aussitôt été enclenchées par 25 policiers et une quarantaine de pompiers de la Régie intermunicipale, qui a aussi demandé les services d'un maître de chien.

Comme le secteur boisé du chemin Bélaire-Ouest est très vaste, les autorités policières ont réclamé l'aide du public pour tenter de retrouver les deux jeunes chasseurs.

Finalement toutefois, les deux adolescents ont réussi à regagner leur logis un peu après minuit, hier...

Le modus operandi demeure un mystère

Inter-Canadian

Avec ses partenaires, Inter-Canadian peut vous mener de Québec vers plus de destinations au Québec et au Canada que n'importe quelle autre compagnie aérienne. Chaque vol vous permet aussi d'accumuler des points Canadian Plus échangeables contre des voyages gratuits vers plus de 500 destinations à travers le monde.

Notre horaire* comprend:

- Montréal - 10 vols quotidiens sans escale.
- Sept-Îles - 4 vols directs quotidiens.
- Toronto - 3 vols quotidiens sans escale.
- Correspondances pratiques vers Vancouver, Calgary, Edmonton, l'Asie et le Mexique.

De plus, Inter-Canadian exploite l'ATR42, un avion turbo-propulsé ultramoderne qui offre une cabine spacieuse et confortable, toutes les commodités ainsi qu'un service à bord complet.

Appelez le 1 800 665-1177 ou votre agent de voyages des aujourd'hui. Ou visitez notre site web à l'adresse suivante: www.cdnair.ca.

Canadi n

Pour voyager comme vous l'aimiez

Chaque jour d'affaires, Canadian et Inter-Canadian sont des marques déposées des Lignes aériennes Canadian International Réé, utilisées sous licence.

LE SOLEIL, JEAN VALLIÈRES
Jean Filion

Un plein sac de promesses À une semaine des élections, Jean Filion ressort le projet de tunnel sous-fluvial

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

■ BEAUPORT — Un tunnel sous le fleuve, un casino, un hôtel... Le candidat à la mairie et chef du Parti beauportois, Jean Filion, n'est pas à court de projets s'il est élu maire dimanche!

En effet, hier il a fait connaître à la presse les moyens qu'il entend prendre pour assurer le développement économique de cette ville à l'est de la capitale et la sortir de son endettement.

Il a beaucoup parlé du lien sous-fluvial qui pourrait se faire dans le prolongement de l'autoroute de la Capitale pour rejoindre la rive sud aux alentours de la pointe de la Martinière à Lauzon.

M. Filion est membre du Comité du lien sous-fluvial à l'est de Lévis-Québec qui a vu le jour au printemps. Il dit qu'il faut commencer par dégager un consensus régional sur le projet. Il pourra avoir un peu de difficulté car ce printemps plusieurs des autorités régionales invitées à une assemblée sur le projet ont dit leur désintérêt, surtout qu'aucun palier de gouvernement n'avait les moyens de réaliser un tunnel.

Le député indépendant de Montmorency à l'Assemblée nationale croit qu'il n'en coûterait pas beaucoup plus cher que construire un pont. Il a jeté le chiffre de 250 millions \$ hier. D'autres sources ont déjà parlé qu'un tunnel sous le fleuve coûtait 150 millions \$ par kilomètre. Le candidat à la mairie beauportois dit que ce sera un tunnel à péage qui s'autofinancera presque.

Le comité dont fait partie M. Filion veut faire préparer une étude de pré-faisabilité.

UN CASINO

Par ailleurs, le politicien veut faire du sud de Beauport un immense réservoir récréo-touristique, avec des activités culturelles, un casino et un hôtel au Manoir Montmorency.

Trois candidats à la mairie ont un même projet récréo-touristique dans leur sac à promesses. Le maire Jacques Langlois, du Réveil de Beauport, veut poursuivre ce projet qu'il a déjà commencé à réaliser dans le secteur Montmorency avec le conseiller indépendant Carol St-Pierre. Le chef de l'Union municipale (UMB) Jean-Paul Michaud et maintenant M. Filion ont mis ce même projet dans leur poche avec plus ou moins de variantes.

M. Filion ne craint pas qu'un casino ici ait les mêmes effets qu'à Hull, où des commerces ferment et d'autres connaissent une forte diminution de leurs revenus depuis l'arrivée du casino. La région de la capitale a une structure qui colle à ce genre d'activités, dit-il. Ça créerait de l'emploi et rapporterait des taxes à Beauport.

Le député veut encore favoriser la construction d'une mini-centrale hydroélectrique au même endroit que celle qui fut construite dans les années 1890 sur la rivière Montmorency. Il déplore que Beauport ait laissé l'entreprise Cascades exploiter un barrage sur cette rivière plutôt que de s'assurer d'en retirer les revenus.

Par ailleurs, M. Filion veut permettre aux travailleurs autonomes de démarrer et d'exploiter leur entreprise à domicile. Il s'agit de petites entreprises qui nécessitent par exemple un simple petit bureau et un(e) secrétaire. Il s'engage à amender le règlement d'urbanisme en conséquence.

Enfin, dénonçant le développement de la ville à la pièce, le chef du Parti beauportois dit qu'il est nécessaire d'améliorer la circulation routière dans certaines parties de la ville, comme sur le boulevard Raymond.

HÔPITAL DE BEAUCEVILLE

Les syndiqués se disent arnaqués par la Régie

LUCÉ DALLAIRE
Collaboration spéciale

SAINT-GEORGES — La tension entre Beauceville et Saint-Georges se manifeste à nouveau en milieu hospitalier. Cette fois, le Syndicat de la fonction publique, qui représente les travailleurs de l'hôpital de Beauceville, se dit victime d'un « arnaque de la Régie régionale de la santé », suite à l'annonce de l'entente intervenue entre la CSN et le Centre hospitalier Beauce-Etchemin.

Le SCFP, qui réunit 94 travailleurs du milieu hospitalier à Beauceville, crie au simulacre.

« Notre confiance envers la Régie est sérieusement ébranlée », dit le porte-parole, M. Serge Morin. « Les travailleurs de même catégorie d'emplois sont représentés, à Saint-Georges et Beauceville, par deux accréditations syndicales différentes. Toutefois, la Régie a accepté que l'employeur règle avec la CSN sans tenir compte de l'ensemble des partenaires. C'est épouvantable. Cette pratique ne respecte pas les règles d'équité en matière de redéploiement de personnel. Dans une fusion, cela va à l'encontre de l'article 46 du Code du travail. »

Au début du mois d'octobre, pour trancher le grief déposé par la CSN qui réclamait alors le respect de sa convention, le SCFP a fait opposition, indiquant que la cause ne relevait pas du Tribunal d'arbitrage, mais du commissaire du travail.

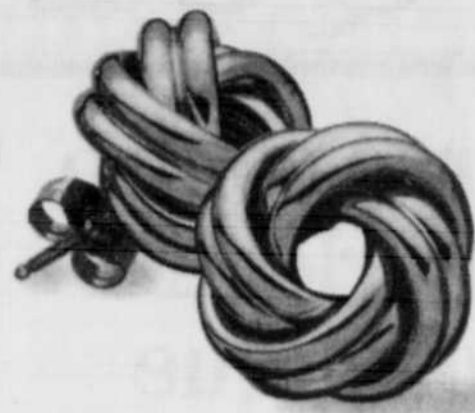
« L'arbitre, M. François Hamelin, qui avait pris la cause en délibéré nous a donné raison. Nous ne comprenons pas pourquoi la Régie n'a pas, comme nous, attendu avant de procéder. Cela ne respecte aucunement le principe d'équité d'une fusion. Voilà pourquoi, nous déposerons, sous peu, une requête pour faire casser l'entente. »

PROCÉDER RAPIDEMENT

M. Pierre Morin de la Régie régionale dit avoir à cœur que le dossier du transfert de personnel provenant de Lac-Etchemin, Beauceville et Saint-Georges soit réglé le plus harmonieusement et le plus rapidement possible, alléguant que la situation qui perdure depuis deux mois empêche l'actualisation du plan d'organisation du Centre hospitalier Beauce-Etchemin.

« Le ministre Rochon nous a demandé d'appliquer le principe d'équité en Beauce-Etchemin. Avec l'entente, il y a eu dix postes déplacés, 18 ajoutés. De plus, en regard du programme de départs assistés, nous avons travaillé avec les Centres d'hébergement en soins de longue durée, les CHSLD, pour réserver des postes aux membres du SCFP. Ceci nous permet de remettre le train sur les rails. »

Selon le calendrier de la Régie, le transfert du personnel vers l'hôpital de Saint-Georges doit être finalisé pour la mi-novembre. L'équipe serait alors composée de 474 employés, 18 de plus que prévu au plan initial de réorganisation.



Vous n'en croirez pas vos oreilles!

Ces magnifiques boucles d'oreilles en or 14 carats vous sont offertes à des prix vraiment avantageux.
Petites 100 \$ (Reg. 135\$) moyennes 159 \$ (Reg. 195 \$)
grandes 225 \$ (Reg. 275 \$)



BIRKS

JOAILLIERS DEPUIS 1879

PLACE STE-FOY 853-4035

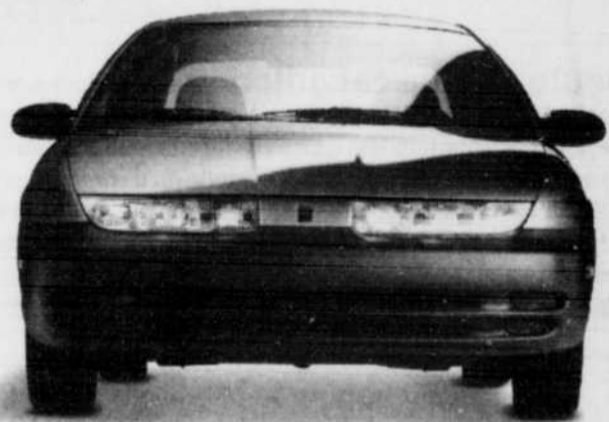
Chez Saturn, nos clients comptent beaucoup



... 38, 39, plus silencieuse, 40, plus spacieuse, 41, toujours fait de polymère résistant aux chocs, 42, et à la corrosion, 43, 44, la nouvelle Saturn SL 1997, 45, 46, s'avère, comme ses prédécesseurs, 47, 48, un choix sensé, 49, 50, 51, et intelligent. On n'a donc, 52, pas fini, 53, 54, de voir des Saturn, 55, 56, sur les routes du, 57, 58, Québec, 59, 60, 61, 62, 63 ...

* Ces mensualités, basées sur une Saturn SL 1997 et calculées sur un bail de 36 mois, comprennent le transport 455 \$. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un premier versement de 169 \$ (plus taxes), un comptant de 2 556 \$ (plus taxes), ou échange équivalent, ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable de 300 \$ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km. Mais chaque kilomètre excédentaire ne vous coûtera que 8 ¢. En résumé, le coût net capitalisé est de 12 197 \$. À l'expiration du bail - si vous souhaitez garder la voiture - sachez que son prix d'achat sera de 8 930 \$. Voyez votre détaillant Saturn pour un plan de location qui tienne compte du versement initial et des mensualités convenant à votre budget. ¹PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix moindre.

La toute nouvelle Saturn SL 1997, 169 \$/mois* location de 36 mois.



Prix de vente:
13 948 \$⁺
(Transport 455 \$ en sus)



Pour faire tout autrement... 64, 65, 66, 67, 68...

SATURN SAAB ISUZU DE QUÉBEC
765, rue Marais, Québec
681-5777

SATURN SAAB ISUZU RIVE-SUD
4585, boul. de la Rive-Sud, Lévis
835-1888

SATURN SAAB ISUZU DE STE-FOY
3330, rue Watt, Ste-Foy
653-1312

SATURN ISUZU DU SAGUENAY
1330, boul. Du Royaume, Chicoutimi
549-3320

LE QUÉBEC LE CANADA

Course contre l'horloge biologique

Les femmes dans la trentaine affichent le plus fort taux de grossesse et le plus bas taux d'avortement

DENNIS BUECKERT
Presse canadienne

■ OTTAWA — Susan Walsh n'a aucune difficulté à expliquer pourquoi elle a préféré attendre l'âge de 35 ans pour avoir son premier enfant.

« Les femmes ont désormais une carrière », affirme au téléphone cette Torontoise, consultante dans le secteur des relations publiques, tandis qu'elle nourrit Jacob, né il y a 11 semaines. « Vous attendez que votre carrière ait progressé jusqu'à un certain point avant de faire d'autres changements dans votre vie. »

À la blague, Mme Walsh raconte que presque toutes ses copines dans la trentaine attendent un enfant. Les plus récentes données de Statistique Canada démontrent toutefois qu'il y a là davantage qu'une simple boutade: les « baby boomers » sont, en effet, engagées dans une véritable course contre leur horloge biologique.

Selon l'organisme fédéral, le taux de grossesse chez les femmes au début de la trentaine a augmenté de plus de 25 % ces 20 dernières années. Ainsi, il y a eu 101,9 grossesses par tranche de 1000 femmes âgées de 30 à 34 ans en 1993, un taux en hausse par rapport à celui de 81,1 grossesses observé en 1974.

Le taux de grossesse chez les femmes dans la trentaine avancée a également progressé, quoique de façon moins significative.

En contrepartie, le nombre des grossesses

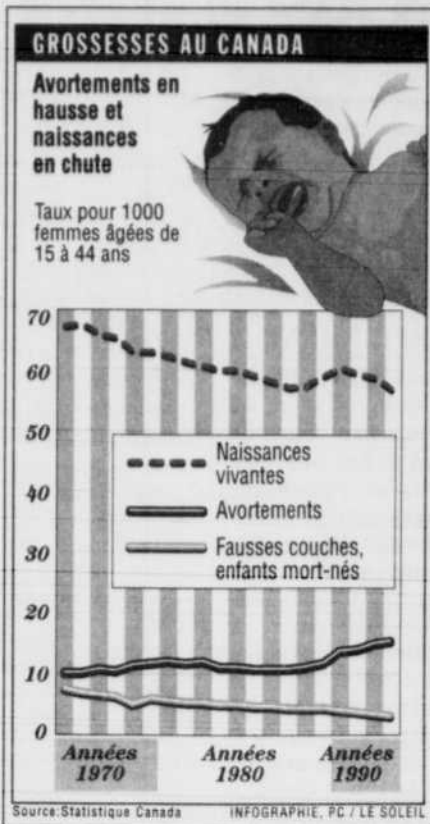
chez les adolescentes et les femmes dans la vingtaine a diminué entre 1974 et 1993, a indiqué Statistique Canada.

Globalement, le taux de grossesse chez les femmes âgées de 15 à 44 ans montre un recul de 11,2 % durant la période observée. Le nombre annuel des grossesses au pays a progressé entre 1974 et 1990, chutant ensuite de 1990 à 1993.

« On voit clairement que les femmes ont repoussé la conception (...) jusqu'à la trentaine », a indiqué hier une analyste de Statistique Canada, Surinder Wadhwa. « Elles rattrapent (maintenant) leur retard », a-t-elle ajouté.

En 1993, la proportion des femmes enceintes dans la trentaine atteignait 36 % de toutes les grossesses, comparativement à 19 % en 1974. Parallèlement, la proportion des femmes enceintes de moins de 25 ans est passée de 47 à 31 %.

Par ailleurs, la proportion des grossesses interrompues par un avortement a presque doublé en 20 ans. De 11,9 en 1974, ce pourcentage est passé à 20,3 % il y a trois ans. Mais encore une fois, les femmes dans la trentaine ont été à contresens de cette tendance, la proportion des avortements ayant diminué au sein de cette tranche d'âge.



Peu de place pour l'imprévu au Sommet

HÉLÈNE BARIL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Comme à Québec où ça lui avait réussi, le premier ministre Lucien Bouchard s'est réservé la seule et unique séance de travail à huis clos avec les participants du Sommet pour le tout dernier jour.

La veille, il y aura probablement eu un souper informel au cours duquel se seront élaborés les « consensus ». Le huis clos servira à convaincre les récalcitrants avant le discours final du premier ministre.

Le négociateur qu'est M. Bouchard tient à cette stratégie du « ça passe ou ça casse » qui avait été un succès lors de la première partie de l'exercice en mars. M. Bouchard avait ainsi pu rallier tout le monde à son objectif de déficit zéro en l'an 2000.

À part ces toutes dernières heures, l'imprévu n'a pas été invité aux discussions qui commenceront demain matin à Montréal pour tenter de trouver une solution au chômage.

À la minute près, tout a en effet été rigoureusement planifié par le secrétariat du Sommet, qui relève du bureau du premier ministre.

« Il n'y a pas de place nulle part pour la chicane », commentait cette semaine le président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour.

Dans son discours d'ouverture à Québec, le premier ministre avait frappé les esprits avec son analogie du père de famille qui a un trou dans sa poche par où fuient ses économies. Il faut s'attendre ce soir à la suite de l'histoire dans le discours de M. Bouchard.

Le jour 1, demain, est consacré au chantier de l'économie et de l'emploi présidé par le président du Mouvement Desjardins, Claude Béland. Les groupes qui ont travaillé tout l'été à trouver des moyens de créer des emplois y feront le compte-rendu de leurs efforts. Une centaine de projets seront proposés au total par les quatre groupes.

Ça commence avec le groupe de Nancy Neamtan sur l'économie sociale, dont les travaux ont été suivis de près par M. Bouchard lui-même. Ce sera la grande surprise du Sommet, a déjà prédit le président de la FTQ, Clément Godbout. Le menu de Mme Neamtan aligne des projets modestes, comme des services d'aide à domicile, mais qui

répondent au besoin de la société moderne.

Le pharmacien Jean Coutu, qui a multiplié les consultations et les sous-comités, suivra ensuite avec le résultat des efforts des entreprises pour la création d'emplois. Ce rapport est très attendu puisque c'est la première fois que les chefs d'entreprises sont mis à contribution pour suggérer directement des façons de créer de l'emploi.

Le président de la Banque Nationale André Bérard doit faire ensuite le rapport des activités de son groupe de relance de Montréal. Le groupe de M. Bérard est le seul qui a réuni uniquement des gens d'affaires et non des représentants de tous les milieux.

En soirée, en espérant qu'il y aura encore des oreilles attentives à la fin de cette longue journée, le maire d'Amos, André Brunet fera connaître les propositions des régions. M. Brunet affirme que contrairement à ce qu'on est habitué d'entendre, les projets en provenance des régions ne font pas appel aux fonds publics.

Certains, comme MM. Coutu et Bérard, ont trouvé l'expérience stressante et s'inquiètent de

la façon dont seront reçues leurs propositions.

M. Brunet, le maire d'Amos rappelait récemment que personne n'avait envie de se faire descendre sur la place publique pour avoir essayé de bonne foi de trouver des façons de créer de l'emploi.

Chacun des groupes de travail disposera d'une heure trente. Les interventions seront

strictement mesurées par un système inflexible: comme les participants l'ont expérimenté à Québec en mars, le micro de l'intervenant se ferme lorsque son temps est écoulé.

Le lendemain, jour 2 du Sommet, appartient au gouvernement. La Commission sur la fiscalité présidée par l'ancien sous-ministre du Revenu Alban d'Amours présentera les 72 recommandations de son rapport et les soumettra à la discussion. Le gouvernement dira ensuite ce que lui entend faire pour relancer l'emploi. Il traitera de fiscalité mais aussi d'éducation, de santé, de sécurité du revenu et de politique familiale.

Ses stratégies très attendues mettront un terme à la partie officielle du Sommet de Montréal.

En principe, la soirée de jeudi est libre et après une nuit qui porte conseil, le premier ministre Bouchard mettra ses talents de rassembleur à l'épreuve à huis clos. Son discours final achèvera le travail entrepris en mars à Québec. « Il ne verra que des consensus », a déjà prédit Ghislain Dufour.



Deux défenseurs du programme d'infrastructures, Clément Godbout de la FTQ et le maire de Laval, Gilles Vaillancourt.

Top Guns canadiens



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

La seule équipe canadienne à participer à la compétition biennale Top Gun pour les pilotes de chasse des deux pays a battu les six contingents représentant l'armée de l'air américaine. C'est la première fois qu'une équipe canadienne sort gagnante du William Tell Air-to-Air Weapons Meet depuis 1954, date à laquelle on a commencé à tenir cette rencontre. La compétition s'est déroulée de mercredi à samedi dernier à la base de Tyndall, en Floride. Le capitaine Steve Nierlich, de Toronto, a gagné le prix Top Gun pour le meilleur score individuel au concours de combat aérien. Les Canadiens étaient la seule équipe à piloter le F-18 Hornet. Les équipes américaines se sont servies de F-15 et de F-16. On voit ici 4 F-18 de la base de Bagotville.

Trois raisons de faire le bon choix.



BERLINE ACCORD SE « ÉDITION SPÉCIALE » 1997

HONDA

Greenpeace combattra le projet du Bas-Churchill

MICHEL CORBEIL
Le Soleil

QUÉBEC — Greenpeace s'amène par la porte d'en arrière au Sommet socio-économique où il entend faire cabale sur deux de ses sujets de prédilection : contre l'idée que le Québec endosse la construction de nouvelles alumineries ou encore se lance dans la construction d'un autre mégaprojet hydroélectrique, celui du Bas-Churchill.

Joint hier, François Tanguay, le directeur de Greenpeace Québec, a confirmé que le gouvernement Bouchard a donné à son groupe, en fin de semaine, une place d'observateur à la conférence qui débute ses travaux, aujourd'hui.

« C'est une invitation par la petite porte, confie-t-il au sujet de la date plus que tardive pour octroyer un statut accordé aussi au Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement. Même si ce n'est pas suffisant pour le milieu environnemental, nous allons au moins pouvoir jouer dans la cour du Sommet. »

Deux dossiers dans le secteur de

l'énergie apparaissent en tête de liste de ses préoccupations pour le lobby qu'il entend faire au Sommet. « Je soupçonne (le gouvernement, les syndicats et le patronat) de vouloir lancer le projet de Lower Churchill. » Cette idée dort sur les tablettes d'Hydro-Québec depuis la fin des années 1960. Elle consiste à ériger des aménagements de plusieurs milliards \$, capables de produire 3000 mégawatts. C'est l'équivalent de Grande-Baleine, un projet qui a été violemment combattu par les organismes environnementaux, dont Greenpeace.

« Je me méfie aussi des alumineries », poursuit M. Tanguay. Ses craintes sont notamment alimentées par la correspondance que lui a adressée le ministre Guy Chevrette.

M. Tanguay précise qu'il profitera aussi du Sommet pour s'objecter à la déréglementation tout en dénonçant les passe-droit que s'approprie à accorder le ministère de l'Environnement aux producteurs de porcs, passe-droit donné à la suite d'interventions du cabinet du premier ministre, avance-t-il.

ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA SOMALIE

« Pour faire un exemple »

Les Somaliens abattus sont tombés dans un piège

OTTAWA (PC) — Le commandant du Régiment canadien aéroporté voulait « faire un exemple » avec un Somalien quelques heures à peine avant que ses soldats n'abattent deux civils en mars 1993, a-t-on appris hier à l'enquête publique sur la Somalie.

Un caporal a témoigné qu'il avait entendu le commentaire au cours d'une réunion sur les directives tenue le 4 mars et que les propos avaient été attribués au lieutenant-colonel Carol Mathieu.

Le caporal Roger Chabot a indiqué que son commandant de peloton était en train de raconter ce qui s'était passé au cours d'un meeting d'officiers supérieurs auquel il avait assisté plus tôt ce jour-là. « Il a dit qu'ils allaient

faire un exemple », a déclaré M. Chabot. « Le colonel Mathieu voulait qu'on fasse un exemple. »

Ce commentaire avait été fait un jour après qu'un sergent des Bécots Verts servant au sein de l'Aéroporté et jouissant d'un grand respect auprès de ses subordonnés eut été tué lorsque son véhicule avait sauté sur une mine.

Marc Cigana, l'avocat de M. Mathieu, a protesté contre l'usage de ce qu'il a qualifié de triple oui-dire, mais le témoignage de M. Chabot a été accepté et sera donc versé au dossier.

EMBUSCADE

La Commission d'enquête sur la Somalie examine depuis plus de deux semaines les circonstances dans les-

quelles s'est produit l'incident du 4 mars.

Cette nuit-là, les soldats du peloton de reconnaissance du régiment ont tenu une embuscade à l'extérieur des fils barbelés qui protégeaient le camp du génie situé aux environs de Belet Uen, en Somalie. Deux Somaliens ont été aperçus cachés près des fils barbelés. Ils ont été interceptés, poursuivis et abattus. Un d'entre eux a été blessé, l'autre est mort. Ils ont été touchés dans le dos, alors qu'ils s'enfuyaient.

D'autres témoins ont soutenu que la fusillade s'était produite après une série de vols et après que les règles d'engagement eurent été relâchées pour permettre aux soldats de tirer sur des voleurs en fuite.

EN BREF

1ER ANNIVERSAIRE
DU RÉFÉRENDUM
Pas de bamboula
à Ottawa

Un an après la victoire serrée du NON, le gouvernement de Jean Chrétien ne marquera pas l'occasion. Il n'y aura pas d'activités spéciales, ni de discours à l'emporte-pièce. Cet anniversaire coïncidant avec le début du Sommet économique, on préfère laisser toute la place au premier ministre Lucien Bouchard. « On va laisser Bouchard avoir son show », disait une source libérale bien informée la semaine dernière. À l'aise dans les sondages et devant l'affaiblissement de la ferveur souverainiste, les ténors fédéraux estiment que la meilleure façon de remonter dans la faveur des Québécois, c'est de parler d'économie. (PC)

CORRECTION

Dans notre annonce parue dans Le Soleil du samedi 26 octobre, le prix des ventilateurs Flair de Venmar aurait dû se lire:

À partir de 1199\$ installé
Payable dans 6 mois.

Nous nous excusons auprès de notre clientèle pour tout inconvénient.

LE GROUPE
MÉGA-PRO inc.
833-5500



HIPPO-SENSATIONS

Les jeudis et dimanches à 18h30 au clubhouse LE CAVALLO comprenant:

Les entrées
Le programme de courses
Le repas complet (soupe,
5 choix de mets principaux,
dessert, café ou thé)



88 en argent de pari
2995\$/pers.
(Taxes et service inclus)

Restaurant
Le Paddock

HIPPODROME DE QUÉBEC
INFORMATION ET RÉSERVATIONS
525-8268

Épargnez 45\$

Veston sport laine et cachemire
Modèle 3 boutons
Marine, forêt, aubergine
Prix courant: 225\$

PROMOTION 17999



Épargnez 15\$

Veste sans manche 100% laine d'agneau
Marine, forêt, taupe, charbon
Prix courant: 65\$

PROMOTION 4999

Épargnez 10\$

Polo 4 boutons 100% laine d'agneau
Marine, forêt, taupe, charbon
Prix courant: 70\$

PROMOTION 5999

MARC
ANDREW

• GALERIES DE LA CAPITALE • PLACE STE-FOY

Valide jusqu'au 30 novembre

15\$ de rabais SINGER

140 ANS À VOTRE SERVICE

Reparation et mise au point

Vous êtes fatigué de perdre votre temps parce que votre machine à coudre ou votre surjeteuse va mal. Appelez un professionnel.

Estimation gratuite à votre domicile et en magasin.

SINGER

Place Fleur de Lys, 552, boul. Hamel, Québec 529-9551
Galeries du Vieux Fort, 7777, boul. de la Rive-Sud, Lévis-Lauzon 838-0703
Carrefour Beauport, 3333, du Carrefour, Beauport 660-2677
Carrefour Neufchâtel, 4605, boul. de l'Aubergine, Neufchâtel 843-6711
Place Laurier, 2700, boul. Laurier, Ste-Foy 651-4021

FAITES DISPARAÎTRE VOS RIDES ET CICATRICES DE FAÇON SÉCURITAIRE GRÂCE AU COLLAGÈNE INJECTABLE

*Rouches nécessaires tous les 12 mois



Surveillez notre émission sur les ondes de Télé-Mag 24

Les sujets traités seront: le collagène injectable, les peelings à l'acide glycolique, les varices et la couperose du visage.

Le 29 octobre à 10h30 et 19h
Le 30 octobre à 3h30
Le 31 octobre à 17h30
Le 1er novembre à 2h, 11h et 16h.
Le 2 novembre à 5h et 22h30
Le 3 novembre à 14h30 et 21h
Le 4 novembre à 13h

DR ÉLIZABETH MORENCY m.d.
OMNIPRATICIENNE

VARICES - CELLULITE - COUPEROSE - RIDES - PEELING AHA

2954, boul. Laurier
Bureau 300-B
Sainte-Foy (Québec)
650-6652

4765, 1re Avenue
Bureau 110
Charlesbourg (Québec)
626-4206

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

LOCATION EN TÊTE

LANCEMENT EN NOVEMBRE 1996

BERLINE ACCORD EX 1997

298\$*

PAR MOIS, LOCATION DE 48 MOIS
VERSEMENT INITIAL* DE 1 110 \$ PDSF DE 24 495 \$†

Deux coussins gonflables (SRS) • Moteur à 16 soupapes et injection
• Boîte automatique à 4 rapports à commande électronique avec verrouillage du convertisseur de couple et dispositif de détection de l'inclinaison • Climatisation sans CFC • Suspension indépendante à 2 leviers triangulaires aux 4 roues • Programmeur de vitesse
• Glaces, serrures et rétroviseurs électriques • Direction assistée
• Freins assistés • Chaîne AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes et 4 haut-parleurs

BERLINE ACCORD SE 1997

328\$*

PAR MOIS, LOCATION DE 48 MOIS
VERSEMENT INITIAL* DE 1 110 \$ PDSF DE 26 995 \$†

La berline Accord « édition spéciale » inclut tout l'équipement de la berline Accord EX avec les ajouts ou différences qui suivent: Freins à disque aux 4 roues avec ABS • Roues de 15 pouces en alliage • Toit ouvrant électrique • Console au plancher à garniture similibois (version SE seulement) • Volant gainé de cuir • Chaîne AM/FM stéréo avec lecteur CD, 4 haut-parleurs et antivol • Moulures de protection latérales de couleur assortie

BERLINE ACCORD EX-R 1997

348\$*

PAR MOIS, LOCATION DE 48 MOIS
VERSEMENT INITIAL* DE 1 110 \$ PDSF DE 28 995 \$†

La berline Accord EX-R inclut tout l'équipement de la berline Accord SE « édition spéciale » avec les ajouts ou différences qui suivent: Moteur VTEC à 16 soupapes et injection de 145 chevaux • Suspension et pneus à calibrage performance • Barre stabilisatrice arrière • Intérieur garni de cuir • Siège avant gauche à 6 réglages électriques • Moquette 18 oz de qualité supérieure • Chaîne AM/FM stéréo de qualité supérieure avec lecteur de cassettes, 6 haut-parleurs et antivol • Roues stylisées de 15 pouces en alliage

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. Offres portant sur les berlines Accord EX (modèle CD563V), SE (modèle CD560V) et EX-R (modèle CD566V) 1997 neuves. Versement mensuel de 298\$/328\$/348\$ pendant 48 mois pour un total de 14 304\$/15 744\$/16 704\$. Un versement initial de 1 110\$/1 110\$/1 110\$ ou échange équivalent, la première mensualité ainsi qu'un dépôt de garantie de 375\$/400\$/425\$ sont exigibles. Des programmes de financement sans versement initial sont également offerts. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 10¢ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'acceptation du crédit. Transport et préparation (750\$/750\$/750\$) ainsi que taxes, assurance et immatriculation en sus. Option d'achat au terme de la location (consulter un concessionnaire à ce sujet). Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. † Transport et préparation (750\$/750\$/750\$) ainsi que taxes, assurance et immatriculation en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Veuillez vous renseigner chez un concessionnaire Honda.

Composez le 1 888 9-HONDA-9 pour savoir où se trouve le concessionnaire le plus près ou pour obtenir un catalogue.

CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION



Dion reprend son chef

OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a atténué la portée des propos du premier ministre Jean Chrétien qui a soutenu dimanche qu'il en avait fait assez pour respecter les revendications du Québec.

« Je pense qu'il a voulu dire: 'J'en ai assez fait pour le moment et nous continuerons à en faire plus tard', a affirmé M. Dion, hier.

Pendant le congrès biennal du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a dit qu'il avait « agi assez » pour respecter ses engagements référendaires. Il a rappelé les résolutions adoptées par la Chambre des communes déclarant le Québec société distincte et donnant un droit de veto constitutionnel aux grandes régions du Canada.

Selon M. Dion, la preuve que les efforts de M. Chrétien ont porté fruit est que le climat est en train de s'améliorer au Québec après les déchirements de la dernière année. « On va vers une réconciliation. On sent que les gens en ont assez de penser toujours à se séparer et à se diviser (...) Ils reprennent goût à cette solidarité qu'on a construite avec les autres Canadiens, nous les Québécois. »

Chrétien frappera un noeud au Québec, prédit Gauthier

JOËL-DENIS BELLAVANCE
Le Soleil

■ OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien a beau promettre à ses troupes libérales qu'il remportera plus de sièges au Québec aux prochaines élections, mais le chef du Bloc québécois Michel Gauthier est convaincu du contraire.

En fait, le chef bloquiste croit que Jean Chrétien frappera « le noeud de sa vie » dans la Belle Province au prochain scrutin d'autant plus, a-t-il soumis, qu'il n'a pas respecté ses plus importantes promesses électorales, encore moins ses promesses référendaires.

« Jean Chrétien va frapper le noeud de sa vie au Québec à la prochaine campagne électorale. Tu ne peux pas être arrogant de la sorte. Il ne peut pas laisser croire aux gens qu'il a réglé tous les problèmes quand les gens vivent des difficultés comme ils vivent », a-t-il commenté hier.

Au cours du week-end, les libéraux se sont réunis afin de dresser le bilan des trois premières années au pouvoir et de préparer le terrain à la prochaine bataille électorale. Le premier ministre a dressé un portrait fort positif des réalisations de son gouvernement, estimant avoir donné suite jusqu'ici à 78 % des promesses du fameux Livre rouge.

« Tu ne peux pas être arrogant de la sorte »

Hier, Michel Gauthier a tourné en dérision le congrès biennal du PLC, qualifiant le tout de « grosse farce » d'autant que la presque totalité des résolutions ont été adoptées à toute vapeur tandis que celles pouvant porter à la controverse ont été retirées en douceur. « Ce sont des gens qui se sont réunis pour faire un gros party entre eux et pour obtenir de la publicité », a certifié Michel Gauthier.

Cherchant à remettre son parti sur ses rails dans la foulée des derniers sondages décevants qui n'accordent plus au Bloc québécois qu'une avance de quatre points sur les libéraux dans les intentions de vote, le chef bloquiste s'est livré à une véritable charge à fond de train contre Jean Chrétien.

Ainsi, il a dénoncé les propos du premier ministre qui affirmait sur les ondes de RDI avoir « assez agi » dans le dossier constitutionnel. Il a aussi qualifié les mesures prises par le gouvernement Chrétien jusqu'ici de « gestes superficiels sans signification ».

« Il n'a pas rempli ses engagements référendaires. Il a insatisfait ses partenaires que sont Jean Charest et Daniel Johnson. Aujourd'hui, il se présente devant les gens avec un large sourire pour dire qu'il en a fait assez », a-t-il affirmé.

« Pour Jean Chrétien, les promesses sont utiles quand il veut influencer le vote. Dès qu'il a le résultat qu'il attend, il trouve les moyens d'abriller le tout pour que cela ait l'air acceptable. Si M. Chrétien était correct, il se serait appliqué à travailler au lendemain du référendum (à remplir ses promesses) », a-t-il ajouté.

Quand à la promesse de M. Chrétien de remporter plus de sièges au Québec — il en dispose de 20 à l'heure actuelle sur 75 —, M. Gauthier croit que le premier ministre devrait commencer par remporter le sien avant d'en promettre d'autres. « Il n'a pu dire quels sièges il irait chercher. Moi je peux identifier ceux que nous irons gagner. Le sien est le premier sur la liste », a-t-il conclu.

EN BREF

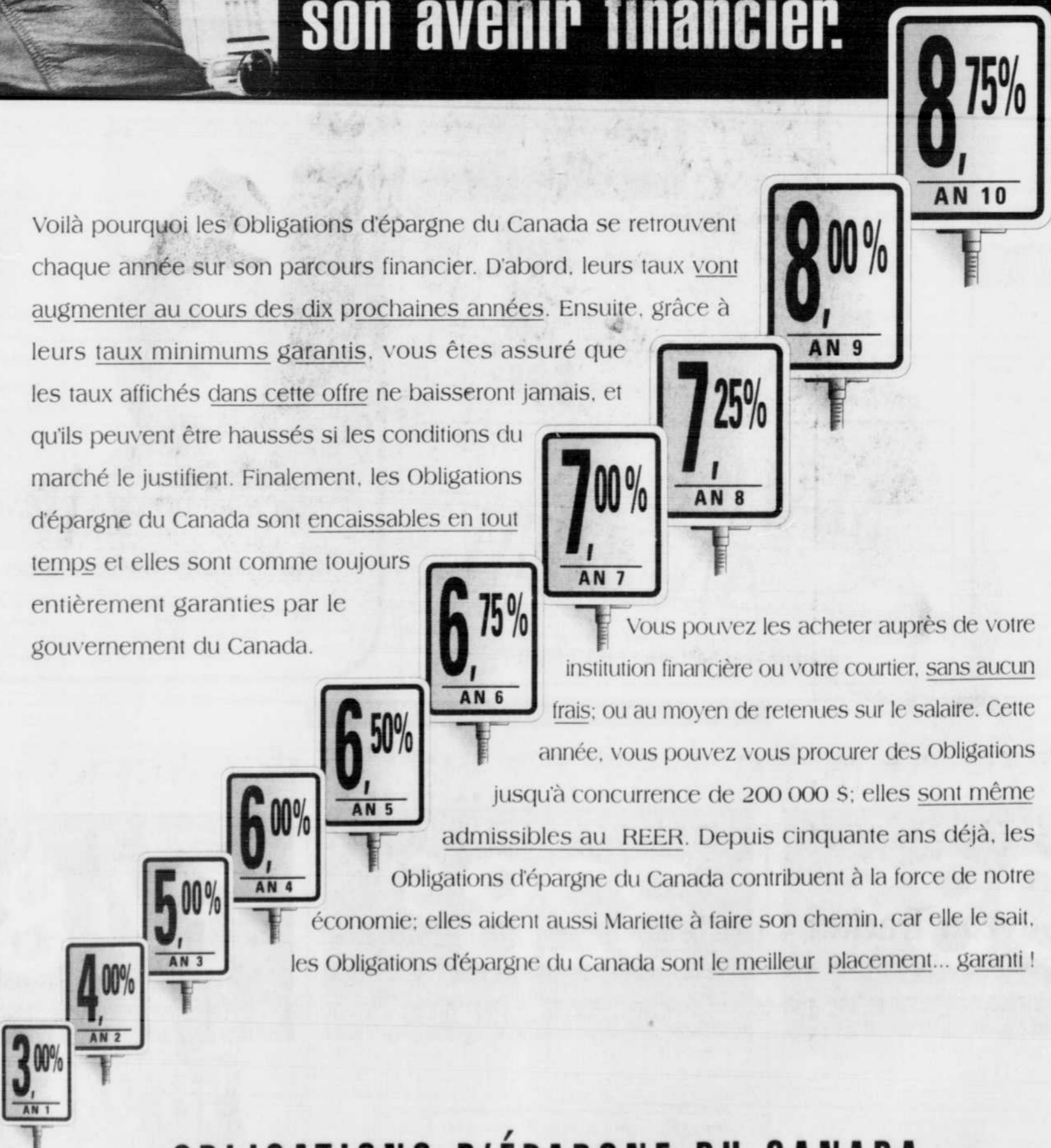
Klein en furie contre le « cadeau » de 87 M\$ à Bombardier

Le prêt sans intérêt de 87 millions \$ du gouvernement fédéral à Bombardier est un cadeau politique qui ne fera que miner la solidarité canadienne, affirme le premier ministre albertain Ralph Klein. « Je suis vraiment agacé et en colère, les fédéraux ont donné cet argent à Bombardier, un des constructeurs aéronautiques qui réussissent le mieux au monde. C'est le genre de choses qui divisent, non pas qui unifient. » Le prêt, annoncé la semaine dernière par le premier ministre Chrétien, est destiné à la filiale Canadair de Bombardier, pour son nouvel avion CRJ-X. Suivant le contrat, pas moins de 400 exemplaires devront être vendus avant que l'État fédéral rentre dans son argent. En fin de semaine, le ministre de l'Industrie John Manley a justifié ce prêt en affirmant que « les Montréalais ont choisi le Canada », en référence au référendum de l'an dernier. De tels prêts sont illégaux en Alberta, a ajouté M. Klein. « C'est carrément ce que notre province veut éviter, c'est-à-dire choisir les gagnants et les perdants, une région plutôt qu'une autre. » (PC)



Mariette aime l'aventure... sauf quand il est question de son avenir financier.

Voilà pourquoi les Obligations d'épargne du Canada se retrouvent chaque année sur son parcours financier. D'abord, leurs taux vont augmenter au cours des dix prochaines années. Ensuite, grâce à leurs taux minimums garantis, vous êtes assuré que les taux affichés dans cette offre ne baisseront jamais, et qu'ils peuvent être haussés si les conditions du marché le justifient. Finalement, les Obligations d'épargne du Canada sont encaissables en tout temps et elles sont comme toujours entièrement garanties par le gouvernement du Canada.



Vous pouvez les acheter auprès de votre institution financière ou votre courtier, sans aucun frais; ou au moyen de retenues sur le salaire. Cette année, vous pouvez vous procurer des Obligations jusqu'à concurrence de 200 000 \$; elles sont même admissibles au REER. Depuis cinquante ans déjà, les Obligations d'épargne du Canada contribuent à la force de notre économie; elles aident aussi Mariette à faire son chemin, car elle le sait, les Obligations d'épargne du Canada sont le meilleur placement... garanti!

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA

En vente jusqu'au 1^{er} novembre. Composez le 1 800 575-5151 ou visitez notre site web: www.csb-oc.ca

Canada



CETTE ANNÉE, PASSEZ L'HALLOWEEN LÀ OÙ PERSONNE N'A JAMAIS OSÉ ALLER.

Le nouveau Tracker 4 portes. Il arrive juste à temps pour l'Halloween, avec ses quatre roues motrices et son prix qui ne vous fera pas dresser les cheveux sur la tête. Aucun obstacle ne pourra vous empêcher de piller le Québec, de la Gaspésie à l'Abitibi, assisté par votre équipage de fantômes, sorcières, Superman, Cendrillon, cow-boys ou pirates.

TRACKER
4 PORTES
GEO

JE VEUX MA LIBERTÉ!

18 995 \$*

Pour plus d'information, composez sans frais le 1 800 463-7483.

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1997 en stock. Porte-bagages sur le toit non disponible. Photo à titre indicatif seulement. Taxes et transport en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTALSM sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. **Programme pour diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



Plus d'Amérique du Nord pour Moins.



Même durant
le temps des Fêtes.

Aller-retour à partir de Québec :

Montréal 149\$	Mont-Joli 179\$	Baie-Comeau 179\$
Ottawa 189\$	Sept-Îles 209\$	Blanc-Sablon 229\$
Chicago 229\$	Gaspé 229\$	Rouyn-Noranda 229\$
Val-d'Or 229\$	Moncton 259\$	Toronto 269\$
Winnipeg 269\$	Halifax 289\$	St. John's 289\$
Atlanta 299\$	Nashville 299\$	Îles-de-la-Madeleine 299\$
Calgary 309\$	Edmonton 309\$	London 309\$
Thunder Bay 319\$	Windsor 329\$	Miami 339\$
Vancouver 339\$	Wabush 359\$	Dallas 389\$
Denver 389\$	Victoria 399\$	Kelowna 429\$
Lethbridge 429\$	Las Vegas 499\$	Phoenix 499\$
Portland 499\$	Seattle 499\$	

Canadi>n
American Airlines®

Autant de réductions sur autant de destinations nord-américaines, ça ne s'était jamais vu, encore moins durant le temps des Fêtes. Canadien International, de concert avec son partenaire American Airlines®, vous offre près de 300* destinations d'un bout à l'autre du continent, accessibles depuis le Canada. Aucun transporteur aérien n'en donne autant pour aussi peu.

Économisez pour toutes ces destinations en effectuant vos réservations avant le 31 octobre 1996.

Appelez Canadien au
1 800 665-1177
ou votre agent de voyages
dès aujourd'hui.

Les tarifs indiqués s'appliquent aux voyages effectués entre le 1^{er} novembre 1996 et le 28 février 1997 inclusivement. Certaines périodes d'interdiction s'appliquent selon la destination choisie. Ces tarifs ne s'appliquent qu'aux futures réservations. Les billets sont non remboursables à 100%. L'achat de billets à l'avance, l'imposition de durées minimales et maximales de séjours ainsi que d'autres règles et conditions peuvent s'appliquer. Les sièges sont attribués selon leur disponibilité. Les prix excluent la TPS, la TVQ et les taxes de départ. *Incluant les vols offerts par American Eagle®, partenaire régional de American Airlines. American Airlines est une marque déposée de American Airlines, Inc. Canadien et Inter-Canadien sont des marques déposées des Lignes aériennes Canadien International Ltée.

Inter-Canadien

SONDAGE SUR L'IMMIGRATION

La tolérance progresse au Québec

■ QUÉBEC (PC) — Deux Québécois sur trois sont ouverts à la diversité culturelle et sont satisfaits du nombre d'immigrants qui arrivent ici annuellement, indique un sondage rendu public hier par le ministre québécois responsable des Relations avec les citoyens, André Boisclair.

« L'immense majorité des Québécois rejettent les comportements négatifs à l'endroit des gens de cultures et de couleurs différentes. Les Québécois sont très tolérants et ne démontrent pas de signes de xénophobie envers les minorités », en a déduit M. Boisclair en rendant public le sondage mené pour le gouvernement par la firme JTD Inc.

Le sondage, rendu public dans le cadre de la Semaine interculturelle, indique une nette amélioration dans les contacts avec les communautés culturelles par rapport à 1992, lors du dernier sondage du genre.

En 1996, deux Québécois sur trois ont, dans leur entourage immédiat, au moins une personne d'origine ethnique différente de la leur.

On apprend aussi que 67% des Québécois sont ouverts à la diversité culturelle, 56% croient que les immigrants favorisent le développement économique, et 72% les voient comme une richesse culturelle.

Par ailleurs, 64% des Québécois, soit 11% de plus qu'en 1992, croient que



Les deux tiers des Québécois sont ouverts à la diversité culturelle, selon un sondage rendu public hier par le ministre de l'Immigration, André Boisclair.

les immigrants font beaucoup d'efforts pour s'intégrer à la communauté québécoise.

Au total, le sondage divise les Québécois en cinq catégories : 63% adoptent une attitude « positive et dynamique » à l'endroit des nouveaux venus, 13% sont négatifs et ambivalents, 9% sont positifs mais passifs, 9% sont classés comme indécis et seulement 6% sont carrément hostiles.

Le ministre Boisclair s'est réjoui de constater que « les Québécois sont très tolérants ». Il remarque notamment que les jeunes sont parmi les plus ouverts à la diversité ethnique et culturelle. « Ce sont les jeunes qui ont plus de contacts interculturels et une

attitude plus positive », croit-il. Il y voit un motif d'encouragement pour l'avenir.

Le sondage a été mené en mars et avril auprès de 2203 personnes choisies selon les méthodes habituelles des sondages.

ENCORE DES PROBLÈMES

Mais ces données révèlent néanmoins qu'il reste certains problèmes auxquels les politiques du gouvernement du Québec devront s'attacher.

Par exemple, on note encore 34% des gens qui considèrent qu'il faut diminuer le nombre d'immigrants qu'on accueille. Or le Québec ne reçoit que 27 000 immigrants en 1996 et prévoit

le même nombre en 1997. C'est beaucoup moins que les 50 000 accueillis au début des années 1990.

De plus, la perception des Québécois est moins bonne à l'endroit de certaines catégories d'immigrants, comme les Arabes ou les Indo-Pakistanaïes. À peine 50% des Québécois déclarent « se sentir à l'aise » lorsqu'il sont en présence d'un immigrant d'origine arabe ou indo-pakistanaïse.

« Ces données vont nous aider à orienter nos politiques », a réagi le ministre Boisclair.

Par contre, les Québécois n'ont pas à craindre les comparaisons avec les Canadiens anglais des autres provinces en matière de tolérance à l'endroit des immigrants. Le ministre Boisclair a donné des chiffres suivants : trois sondages datés de 1992, 1994 et 1996 indiquent que les Québécois « affichent des positions plus positives à l'endroit des immigrants ».

À la question de savoir s'il y a trop d'immigrants dans leur ville, 29% des Montréalais ont répondu oui. C'est moins qu'à Toronto (46%) et qu'à Vancouver (49%), indique un sondage Ekos et Anderson datant de 1992.

La même question posée en 1994 par Ekos et Environics montre qu'au sujet du nombre d'immigrants, 39% des Québécois trouvent qu'il y en a trop, ce que pensent 64% d'Ontariens.

Enfin, M. Boisclair a relevé un sondage Angus Reid publié dans *The Gazette* en juillet, qui conclut que « les attitudes des résidents du Québec sont les plus favorables aux immigrants ».

40 000
emplois
directsUne recherche
souligne
l'impact
économique
de la lutte
à la pauvreté

MONTREAL (PC) — Le Québec compte 5000 organismes communautaires qui créent l'équivalent de 20 000 à 40 000 emplois directs à temps plein, dont près de 50% à Montréal.

C'est ce que révèle une étude dévoilée hier par l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à la veille du Sommet sur l'économie et l'emploi. Cette étude a été menée durant deux ans par le Laboratoire de recherche LA-REPPS, les professeurs Réjean Mathieu et Pierre-Yves Crémieux.

Les chercheurs ont posté un très lourd questionnaire à 400 organismes de quatre arrondissements de Montréal. Le taux de participation a atteint 40%, et on a finalement retenu 153 organismes pour réaliser le travail.

Cette recherche souligne l'impact majeur de ces organismes pour combattre la pauvreté, surtout à Montréal.

M^{me} Céline Saint-Pierre, vice-rectrice de l'UQAM, rappelle d'ailleurs qu'un des « chantiers » du Sommet porte sur l'économie sociale. On reconnaît ainsi l'importance de cette économie.

On en est à la 3^e génération des organismes communautaires, qui ont en moyenne 14 ans d'âge. Leur nombre a décuplé entre 1973 et 1985, pour ensuite doubler avant 1994. Leurs champs d'activités comprennent la famille et les jeunes, le logement, le développement économique et la santé.

Les organismes embauchent en moyenne 8,4 personnes à temps plein, avec un salaire annuel de 20 600 \$. Plusieurs travaillent cependant à temps partiel et on n'inclut pas dans ce groupe les bénévoles, profondément engagés.

Le revenu moyen des organismes s'établit à 283 560 \$. Leur financement provient des gouvernements à 53%, du privé à 15% et de l'autofinancement à 32%. Les deux tiers des dépenses vont aux salaires.

INVESTISSEMENT RENTABLE

Une partie non négligeable du temps des employés va à l'organisation d'activités d'autofinancement. Si les gouvernements contribuaient davantage, il ne leur en coûterait presque rien de plus, au net. Le communautaire n'est pas une réserve de services à bon marché mais un investissement des plus rentables, explique M. Réjean Mathieu.

Le professeur Mathieu souligne par ailleurs la faiblesse de la concertation entre le communautaire et les centrales syndicales et s'en étonne. Le communautaire est un véritable secteur économique, avec un impact social qui le transcende. Il contribue à la définition d'un nouveau contrat social.

parlez
l'anglais,
l'espagnol
ou le français
d'ici décembre
pour 275 \$

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

D'autres langues sont également disponibles. Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

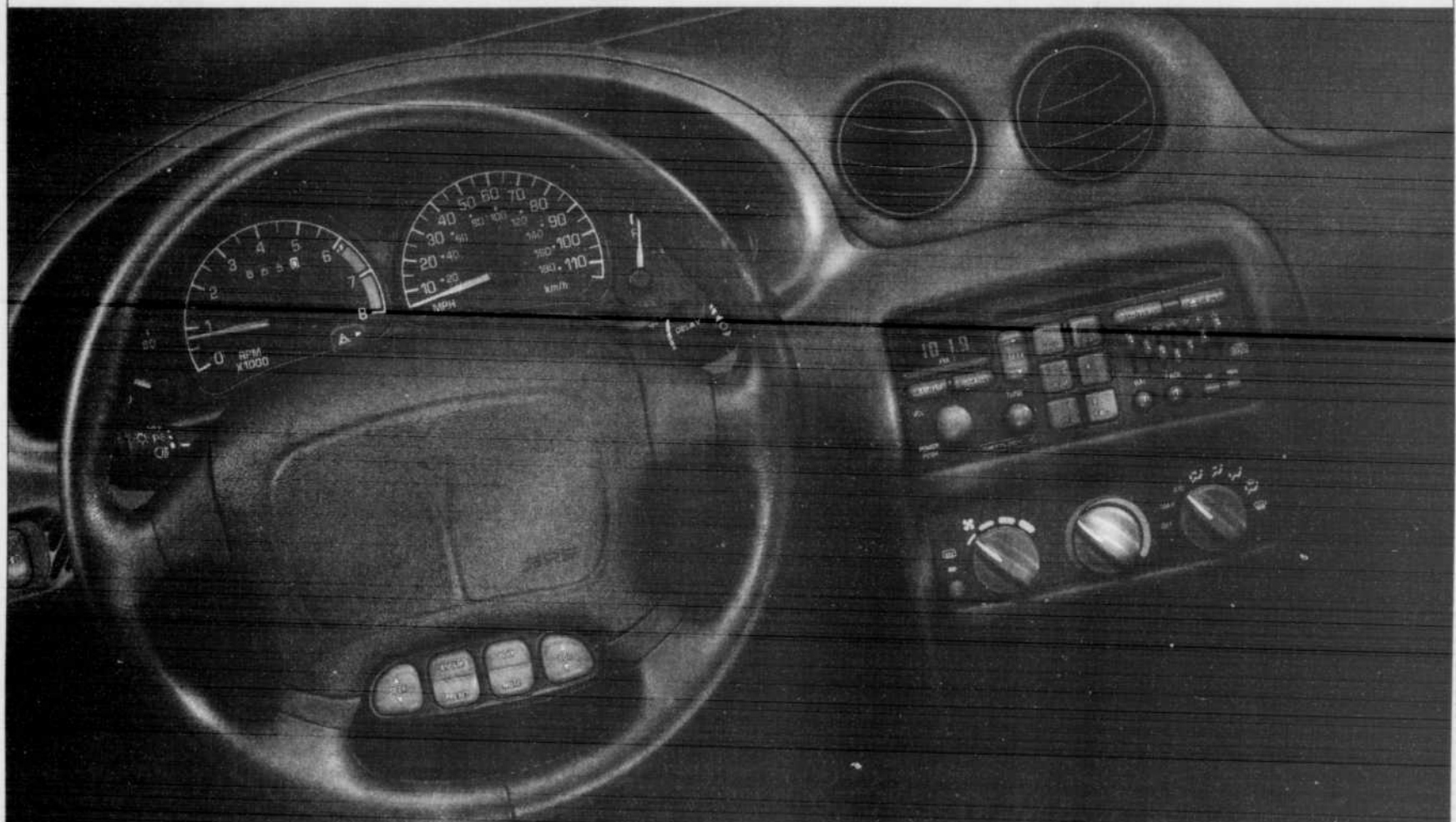
- COURS DÉDUCTIBLES D'IMPÔT

*Prix calculé sur la base d'une classe d'au moins six (6) élèves. Taxes non incluses.

Berlitz

880, aut. Dufferin-Montmorency
529-6161

Commandes



pour emporter

Grand Am 4 portes
19 697\$



Et à ce prix-là, plus besoin de magasiner.

- Climatiseur • Régulateur de vitesse • Boîte automatique à 4 rapports avec surmultipliée • Aileron arrière • Moteur 2,4 litres de 150 HP et 16 soupapes
- Volant inclinable • Freins antiblocage aux 4 roues • Traction asservie
- 2 sacs gonflables



LA PASSION DE CONDUIRE

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (620\$) et taxes en sus. L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL™ sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1997 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



Déductions fiscales pour les handicapés

Un comité libéral recommande des mesures de 100 millions \$ pour améliorer leur sort

OTTAWA (PC) — Un groupe de travail formé de députés libéraux recommande au gouvernement fédéral de consacrer 100 millions \$ annuellement à l'amélioration des déductions fiscales, de l'aide à l'emploi et du revenu minimum garanti pour les personnes souffrant d'handicaps.

Les recommandations, qui ont été bien accueillies par les groupes représentants les handicapés, sont formulées sans aucune garantie de mise en application par un gouvernement qui essaie de réduire ses dépenses.

Le président du comité, Andy Scott, un des quatre députés d'arrière-banc faisant partie du groupe de travail, a reconnu que ce ne sera pas facile de persuader le gouvernement. « Nous devons convaincre le gouvernement de le faire et que cela implique des coûts, a-t-il souligné. Mais, comparé au coût de ne rien faire, comparé aux coûts humains, ils sont très, très modestes. »

Le groupe de travail exhorte le gouvernement à :

—présenter une législation visant à

aider les gens souffrant d'handicaps et confier à un ministre du cabinet ou à un secrétaire d'État la responsabilité en matière de questions touchant les handicapés;

—créer un fonds de 45 millions \$ pour aider les handicapés à trouver et à conserver un emploi;

—prévoir des remboursements d'impôt pour les travailleurs à faible revenu atteints d'handicaps et augmenter le crédit d'impôt pour les handicapés.

Le groupe de travail, qui a été créé au printemps par les ministres des Ressources humaines, des Finances, du Revenu et de la Justice, a tenu des audiences publiques à travers le pays.

« Je suis très contente du contenu des propositions, a lancé Lucie Lemieux-Brassard, du Conseil des Canadiens souffrant d'handicaps. Maintenant je veux voir les résultats. »

La ministre du Revenu Jane Stewart a réagi avec prudence au rapport, rappelant que les ministres auront besoin de temps pour étudier ses 52 recommandations.

Double meurtre chez Harvey's



La police de la Communauté urbaine de Montréal poursuivait ses recherches hier dans le but de retrouver les auteurs d'un double meurtre survenu dans la nuit de dimanche à hier dans un restaurant Harvey's du quartier Côte-des-Neiges, à Montréal. Les corps de deux hommes, âgés entre 25 et 30 ans, des employés du restaurant, ont été découverts tôt hier matin dans les cuisines de l'établissement par des collègues qui entraient au travail. Un troisième employé, une femme dans la vingtaine, a été blessé grièvement et se trouvait hier dans un état critique à l'hôpital. Selon toute vraisemblance, le vol serait à l'origine de ce drame qui est survenu à la fermeture du commerce.

Le cancer de l'amiante frappe aussi les femmes de mineurs

MONTRÉAL (AFP) — La première étude épidémiologique sur la mortalité des femmes de mineurs d'amiante à Asbestos et Thetford Mines confirme « un excès net de risque de mésothéliome », ce cancer de la plèvre spécifique de l'exposition à l'amiante.

Cette étude, menée depuis 1989 par Michel Camus et Jack Siemiatycki, deux épidémiologistes de l'Institut Armand Frappier, près de Montréal, « devrait être publiée prochainement dans le *New England Journal of Medicine* », ont précisé les auteurs. Les données recueillies, examinées par des experts américains, canadiens et français, n'ont en revanche pas montré d'excès de cancer du poumon chez ces femmes.

Les chercheurs ont comparé, pendant la période 1970-1989, la mortalité de ces femmes, âgées de 30 ans et plus, à celle des habitantes de 70 villes du Québec. Les deux agglomérations d'Asbestos et de Thetford Mines, proches des mines de chrysotile (une variété d'amiante) exploitées depuis 1878, « ont connu une pollution à l'amiante visible jusqu'en 1975, date à laquelle les méthodes de filtrage et de dépoussiérage ont été généralisées », indique M. Siemiatycki.

« En plein mois de juillet, par grand vent, la poussière d'amiante se répandait sur la ville comme une tempête de neige », se souviennent les habitants. Chaque jour, les femmes devaient balayer cette poussière dans leurs maisons, la dégager de leurs jardins et nettoyer les vêtements de leurs maris mineurs. Certaines récupéraient même les fibres d'amiante pour les tisser.

HUIT À 20 CAS LATENTS

Selon les chercheurs, « les femmes de plus de 30 ans ayant vécu dans ces agglomérations entre 1970 et 1989 étaient exposées à une moyenne cumulée annuelle de 35 fibres par millilitre d'air ». « 71 cas de cancer du poumon ont été observés sur 22 000 femmes de ces villes minières, soit un taux comparable à celui du reste de la population québécoise. Il n'y a donc aucun excès de risque de cancer du poumon dû à l'amiante parmi cette population », relève M. Camus.

En revanche, six cas de mésothéliome ont été recensés à Thetford Mines où l'amiante exploitée est contaminée par la trémolite (autre variété d'amiante) contrairement à Asbestos. Huit à 20 cancers de la plèvre, dont le temps de latence est de 30 à 40 ans, sont encore attendus chez ces femmes.

Les deux épidémiologistes ont enquêté dans les hôpitaux de la province, sur les habitudes de vie et la durée de séjour près des mines de 800 femmes.

CASINO FLOTTANT Loto-Québec franchit un 1^{er} obstacle

CASINO FLOTTANT Loto-Québec franchit un 1^{er} obstacle

MONTRÉAL (PC) — Un premier obstacle a été franchi en vue d'un casino flottant de 50 millions \$ US en eaux internationales au large de la Floride, qui serait géré par Loto-Québec.

Les actionnaires de la société canadienne International Hospitality Inc. (IHI), de Toronto, ont donné majoritairement leur accord à la fusion d'IHI et Casino Financing Corporation (Casinofinco), une autre entreprise canadienne, sous le nom de International Hospitality.

Cette fusion ouvre la voie à la réalisation du projet à l'étude depuis 18 mois d'un casino flottant à trois milles marins de Miami. Il s'agit d'une initiative du Groupe Inverness, des investisseurs privés américains. Le Groupe de Chicago a approché la Société des casinos du Québec à cause de son expertise dans l'implantation et la gestion des casinos, notamment ceux de Montréal, Charlevoix et Hull.

M. Robert Endacott, associé directeur du Groupe, est confiant que tout se déroulera comme prévu. Si tel est le cas, à la clôture de cette transaction complexe dans une dizaine de jours, Loto-Québec prendra alors en charge la gestion de ce casino cinq étoiles qui se consacra entièrement au jeu. Le voyage inaugural serait en octobre 1997. Le vaisseau de 30 millions \$ US effectuera cinq voyages par jour et emploiera 700 personnes.

Pas de comptant initial. Pas de dépôt de sécurité. Transport inclus.

PAS D'ATTRAPE!

neon



1997

SEULEMENT 297\$*

PAR MOIS

(Location, terme de 30 mois/aucun comptant initial)

Neon Highline 4 portes 1997

- climatiseur • boîte automatique
- coussins de sécurité
- direction assistée
- freins assistés à disques à l'avant



- moteur 2 litres, 16 soupapes, 132 chevaux
- habitacle avancé
- radio am/fm stéréo
- et plus encore!

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

750 \$ AUX DIPLOMÉS

Remise en argent additionnelle de 750 \$ à l'achat du véhicule Chrysler 1997 de votre choix en plus de tout autre rabais offert. Cette offre se termine le 31 décembre 1996.



Programme d'aide pour handicapés physiques

Tous les détails chez le concessionnaire.

VOTRE CONCESSIONNAIRE

CHRYSLER

QUELQU'UN DE FIABLE

* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut avec l'ensemble 22D. Immatriculation, taxes et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement mensuel sera exigé. Rachat non requis. Location pour usage personnel. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9¢ le km. Offre d'une durée limitée. Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et avoir à commander.

LE MONDE

Le Vatican veut une intervention militaire occidentale au Zaïre

■ CITÉ DU VATICAN (AFP, AP, Reuter) — Le journal du Vatican a souhaité hier une intervention militaire occidentale au Zaïre pour « conjurer un génocide menaçant » les populations hutues.

L'Osservatore Romano a accusé la communauté internationale de « n'avoir aucune intention de s'engager à fond pour empêcher la catastrophe humanitaire qui est en train de ravager le Nord-Est du Zaïre ».

« Au Luxembourg, (où étaient réunis hier) les ministres des Affaires étrangères des Quinze, comme cela est déjà arrivé au Conseil de sécurité, des appels vagues en faveur d'un cessez-le-feu et du dialogue de paix, des offres vagues de médiations et de bons offices ainsi que des propositions d'aides humanitaires seront certainement décidés », écrit le quotidien. « Mais aucun gouvernement, regrette le journal, n'est disposé à intervenir militairement, à risquer la vie de ses

soldats pour conjurer le génocide menaçant ».

« La communauté internationale, commente-t-il, semble s'être habituée aux massacres, aux dévastations matérielles et aux exodes massifs, surtout lorsqu'ils touchent les régions les plus lointaines du monde ».

Selon l'Osservatore Romano, « le 'nettoyage ethnique' perpétré par les rebelles tutsis au nord-est du Zaïre est en train de provoquer l'une des plus grandes tragédies que l'Afrique n'a jamais connues ».

500 000 FUGITIFS

Et comme pour confirmer cette indolence internationale, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-

Ghall, a dit, hier, qu'il avait été incapable de nommer un médiateur spécial dans le conflit ethnique à la frontière du Zaïre, parmi les trois personnes pressenties.

Entre-temps, plus d'un demi-million de personnes fuyant les combats à la frontière zaïro-rwandaise erraient sur les routes de l'Est du Zaïre, hier, alors que les risques d'une catastrophe humanitaire majeure se précisent.

La situation humanitaire est « désespérée » pour des centaines de milliers de personnes dans l'Est du Zaïre, où l'ONU n'a plus accès qu'à une minorité des réfugiés rwandais et burundais qui fuient les combats, a annoncé à Genève le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR).

Dans le Nord-Kivu, quelque 100 000 réfugiés rwandais hutus fuyant le camp de Kibumba tentaient hier de rallier Goma, où sont déjà arrivés près

de 110 000 autres réfugiés de ce même camp, maintenant entièrement déserté après avoir été attaqué par l'armée rwandaise vendredi.

Dans le Sud-Kivu, on comptait également 220 000 personnes environ cheminant dans la région d'Uvira vers Bu-

stallés avec beaucoup de difficultés dans Goma et sa région.

Outre les réfugiés, convergeant vers Goma des dizaines de milliers de déplacés zaïrois fuyant les combats et l'avancée des troupes tutsies.

Les organisations humanitaires semblent incapables de faire face à cette situation dramatique, doublée d'énormes problèmes de logistique et d'une insécurité grandissante à cause des affrontements. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs commencé à se replier.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a même décidé hier de se débarrasser de tous ses stocks de nourriture dans la région de Goma, en les distribuant à 680 000 réfugiés.

Dans le Sud-Kivu, l'avancée des rebelles Banyamulenge (Tutsis d'origine rwandaise installés de longue date au Zaïre) vers Bukavu, capitale du Sud-Kivu, se confirme.

Il faut «conjurer un génocide menaçant» les populations hutues

kavu, et près de 200 000 autres dans le secteur de Bukavu, marchant vers Sake, près de Goma.

Goma semble le point de convergence de l'essentiel des 527 000 réfugiés rwandais et burundais dispersés avant les derniers événements dans les camps des deux provinces du Kivu.

Cette marée humaine risque de venir s'ajouter aux 717 000 réfugiés déjà in-

La Wallonie à Paris choque la Belgique

■ BRUXELLES (d'après AFP) — Les présidents des partis socialiste (PS) et social-chrétien (PSC) francophones belges désavouaient, hier, des propos en faveur du rattachement de la Wallonie à la France tenus par le chef de l'opposition libérale francophone, Louis Michel.

Le président du PSC, Charles-Ferdinand Nothomb, a affirmé être « tombé des nues » en prenant connaissance des déclarations de M. Michel, président du Parti réformateur libéral (PRL), au quotidien français *Le Figaro*, dans lequel celui-ci envisageait cette hypothèse comme « une alternative crédible ».

« C'est tellement stupide, que je ne peux croire que Louis Michel ait déclaré cela », a déclaré M. Nothomb.

Le président du PS, Philippe Busquin, a de son côté qualifié les propos de M. Michel de « dérapages verbaux un peu inquiétants parce qu'ils sont le signe d'un certain cynisme ».

Ces déclarations relèvent du « simplisme primaire » et « renforcent l'impression négative » donnée de la Belgique depuis le début de l'affaire du pédophile Marc Dutroux, en août, a ajouté M. Busquin.

Dans une interview publiée hier par *Le Figaro*, Louis Michel s'est dit persuadé que « Paris ne ferait pas longtemps la fine bouche » pour récupérer le sud de la Belgique en cas d'éclatement du royaume.

« Si le séparatisme est inéluctable, alors les Wallons diront qu'ils préfèrent être Français plutôt que Wallons », a-t-il assuré, indiquant à titre personnel qu'il « préférerait devenir Français plutôt qu'être Wallon dans un État socialiste replié sur lui-même ».

Dominiée politiquement par le Parti socialiste, la Wallonie, une des trois régions de la Belgique avec la Flandre et Bruxelles capitale, est, selon M. Michel, « un cul-de-sac économique, social et culturel ».

L'idée d'un rattachement de la Wallonie à la France en cas d'éclatement de la Belgique avait été pour la première fois ouvertement évoquée sur la scène politique belge, en juillet, par le chef du groupe parlementaire socialiste à la Chambre des députés, Claude Eerdeken.

Interrogé lors d'une visite à Bruxelles, le ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charette s'était refusé à tout commentaire, estimant que la question de l'avenir de la Belgique « ne concerne que les Belges ».

GRÈVE GÉNÉRALE

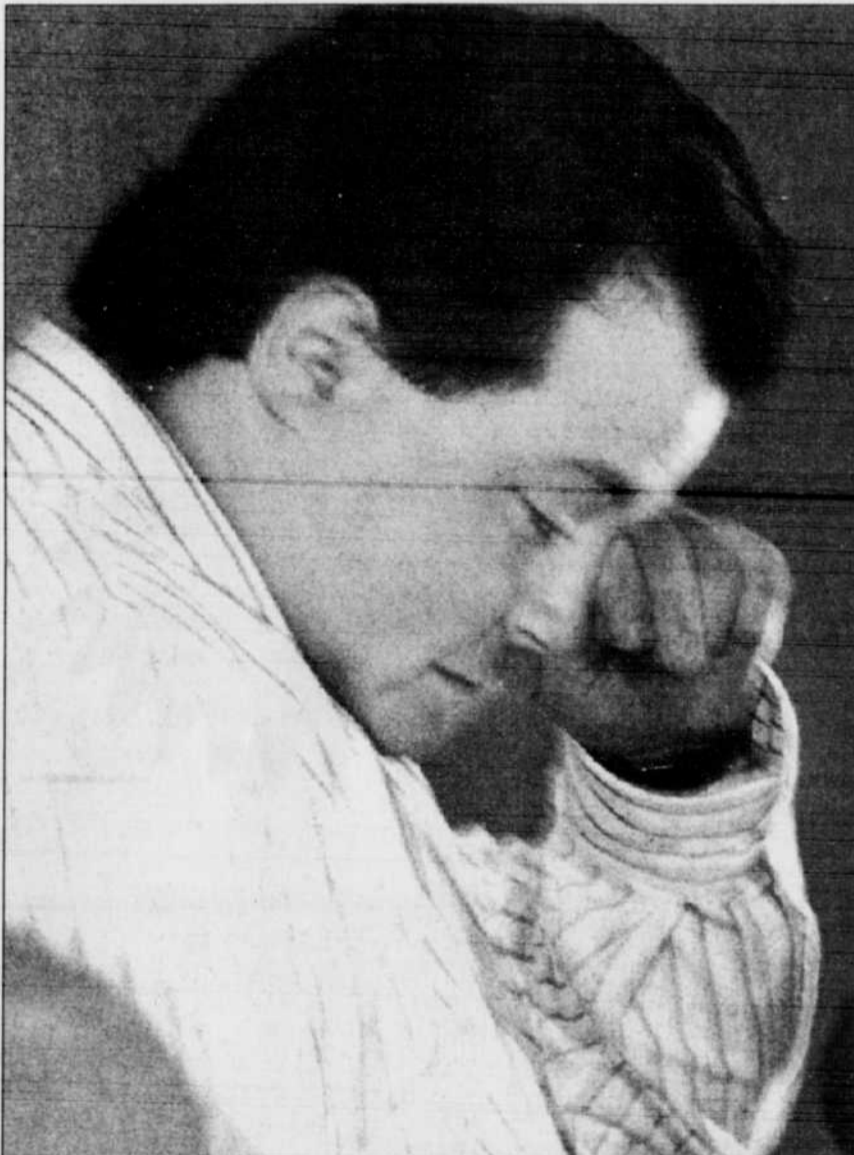
Par ailleurs, la Belgique a été fortement perturbée hier par une grève générale interprofessionnelle de 24 heures déclenchée dans les secteurs public et privé par le principal syndicat du pays, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB, socialiste).

Qualifié de « grande réussite » par le président de la FGTB, Michel Nollet, le mouvement a toutefois marqué une coupure sociale nette entre la Wallonie, où la mobilisation a été massive, et la Flandre (nord), où la grève n'a que peu touché le secteur privé.

La FGTB entendait mettre la pression sur le patronat belge, alors que les partenaires sociaux doivent tenter de conclure avant le 4 novembre un accord interprofessionnel sur l'évolution des salaires en 1997 et 1998, après trois ans de blocage imposé par le gouvernement belge.

La grève a été particulièrement bien suivie, hier, dans les transports publics, où la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) a été paralysée.

Jewell relate son cauchemar



Ému aux larmes, Richard Jewell a raconté hier ses 88 jours de cauchemar, depuis qu'il avait été désigné à tort comme le possible auteur de l'attentat meurtrier des Jeux olympiques d'Atlanta, une erreur qui selon lui a presque détruit sa vie et celle de sa mère. Depuis qu'il avait été identifié comme le principal suspect du FBI dans l'attentat du parc du Centenaire, cet homme de 33 ans n'avait jamais parlé: il vivait reclus dans son petit appartement d'Atlanta, incapable de retrouver du travail, harcelé par les médias et surveillé nuit et jour jusque récemment par le FBI. Il a fait le récit de ce qu'il a vécu « chaque minute dans la peur d'être arrêté pour un crime horrible » qu'il n'avait pas commis...

Édifice effondré: combien de morts?

LE CAIRE (d'après AFP) — Les sauveteurs ont dégagé huit corps supplémentaires hier après-midi des débris d'un immeuble qui s'était effondré la veille au Caire, portant le bilan à 15 morts et des dizaines de disparus.

Outre les disparus — entre 70 et 90, selon les estimations des sauveteurs — qui pourraient toujours se trouver sous les débris, 19 personnes ont été blessées.

Alors que les sauveteurs s'employaient à extraire les débris de deux victimes qu'ils avaient localisées, ils en ont dégagé six autres.

Le nombre exact des personnes présentes dans l'immeuble, lors de son effondrement pour des raisons inconnues dimanche soir, reste non précisé. Les recherches se poursuivent nuit et jour.

L'immeuble avait été construit en 1968 et son proprio, interpellé hier, avait bâti en 1976 cinq étages supplémentaires sans autorisation...

Bill Clinton annonce une forte réduction du déficit pour 1996

■ ST. LOUIS, USA (AFP, AP) — Le président démocrate Bill Clinton, en campagne dans le centre des États-Unis, a annoncé hier une forte réduction du déficit budgétaire pour l'année financière 1996, reprenant à son compte un cheval de bataille du Parti républicain.

Le déficit budgétaire pour l'année close au 30 septembre s'établit à 107,3 milliards \$, comparé à 164 milliards \$ pour la même période en 1995. Il s'agit du déficit le plus faible depuis 1981 et du plus faible (1,4%) par rapport au PNB depuis 1974.

Le déficit était de 290 milliards \$, « il y a quatre ans, et a maintenant été réduit de 63% », a déclaré un Clinton enroué au terme d'une campagne de plusieurs semaines pour l'élection présidentielle du 5 novembre.

Appelant les électeurs à voter « pour l'avenir », il a affirmé que le déficit américain était à présent le plus faible de tous les grands pays industrialisés.

À l'aune de son puissant Produit intérieur brut, le déficit américain a tou-

jours été un des plus bas des pays industrialisés en comparaison à l'Europe, notamment (4,1% du PIB en 1993, 3,1% en 1994 et 2,5% en 1995).

La Maison-Blanche estime à présent que la réduction du déficit atteindra 939 milliards \$ sur la période 1994-98. Sur les trois premières années 1994-96, le déficit a été réduit de 431 milliards \$.

Sous l'impulsion du Congrès, Clinton avait annoncé, début 96, qu'il entendait rétablir l'équilibre budgétaire à partir de 2002. John Kasich, président de la commission du budget à la Chambre des représentants, avait récemment estimé que ce recul du déficit était un « succès majeur » pour le Congrès à majorité républicaine.

L'administration républicaine Bush avait atteint des sommets en matière de déficit budgétaire avec un déficit annuel record de 300 milliards \$ en 1991 et 1992. Depuis la grande dépression des années 1930, les États-Unis ne sont parvenus à l'équilibre budgétaire que huit fois.

La performance de 1996 a été réalisée au terme d'un bras de fer avec le Congrès qui se félicite d'avoir réduit les « dépenses-gâchis de Washington ». C'était aussi l'objectif affiché du président Clinton mais en préservant certains programmes sociaux (*Medicaid* pour les pauvres et *Medicare* pour les personnes âgées).

Clinton devance son rival républicain Bob Dole de 17 points dans la course à la Maison-Blanche, selon un sondage *USA Today-CNN*. Le président sortant étant jugé imbattable, la machine républicaine a pratiquement lâché la serviette, hier, une semaine avant le scrutin...

ÉTATS-UNIS

Des sacs qui tuent

Les sacs gonflables pourraient tuer deux fois plus d'enfants qu'ils n'en sauvent en cas d'accident, selon les dernières statistiques publiées par l'Administration américaine pour la sécurité routière (NHTSA). Cette étude souligne que lorsque ces sacs seront obligatoires à bord des nouveaux véhicules américains, en 1998, 52 enfants pourraient en être victimes chaque année aux États-Unis. Ces deux dernières années, 28 enfants ont été tués par le déploiement de ces protections. Les sacs gonflables se déploient à une vitesse de plus de 300 km/heure et frappent les enfants au niveau du visage s'ils sont trop près du pare-brise. (AFP)

SOUDAN

Famine de masse

Quelque 160 000 personnes sont menacées par la famine dans le Nord du Soudan, a indiqué hier la Fédération internationale des sociétés de Croix-Rouge et du Croissant rouge. La Fédération a lancé un appel de fonds d'un montant de 3,25 millions \$ US destiné aux populations Bejas frappées par deux années de sécheresse dans les collines de la mer Rouge. Entre 240 000 et 316 000 personnes y souffrent de malnutrition grave, selon la Croix-Rouge. Dans la seule ville de Sinkat, 632 familles déplacées risquent de mourir si elles ne reçoivent pas de nourriture immédiatement. (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

Chienne libérée

La Haute Cour de Londres a ordonné, hier, la libération de *Kizzie*, une chienne de sept ans qui vient de passer quatre ans en chenil en attendant d'être abattue, le temps pour les experts de déterminer qu'elle n'était pas un pitbull. *Kizzie* avait été saisie par la police en 1992 dans le nord de Londres, aux termes de la loi sur les chiens dangereux de 1991, qui prévoit notamment qu'ils doivent porter une muselière en public. (AFP)

PHILIPPINES

Mitterrand vivante

Fidel Ramos, le président des Philippines, adressera à Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président de la République française, une lettre « d'excuse personnelle » pour avoir déclaré publiquement qu'elle était « décédée ». Ramos avait expliqué à la presse que Danielle Mitterrand, qui avait déjà été interdite de séjour aux Philippines en 1994, ne pouvait cette fois figurer sur une « liste noire » en prévision du prochain sommet économique Asie-Pacifique (APEC) car elle était « déjà décédée ». « Je suis désolé. Je vais faire amende honorable auprès de Madame Mitterrand et auprès du peuple et du gouvernement français », a déclaré Fidel Ramos. (AFP)

LA CIRCULAIRE D'AUTOMNE TANGUAY

Changez d'air

Aucuns frais sur toute la marchandise

Commencez à payer en

août 97*

18
pi cu

Réfrigérateur Hotpoint

(173411)

- 18 pi cu
- 2 bacs à fruits et à légumes transparents
- 1 bac à viande transparent
- 1 tablette pleine largeur ajustable
- 1/2 tablette ajustable
- 1 tablette au congélateur
- Porte réversible
- Disponible blanc sur blanc

889⁹⁵\$



HOTPOINT

Cuisinière Hotpoint

(173448)

- Horloge électronique
- Dessus relevable
- Disponible autonettoyant
- Disponible porte et tête noires

619⁹⁵\$



Modèle horizontal à partir de

269⁹⁵\$

Plus de 500 congélateurs en stock

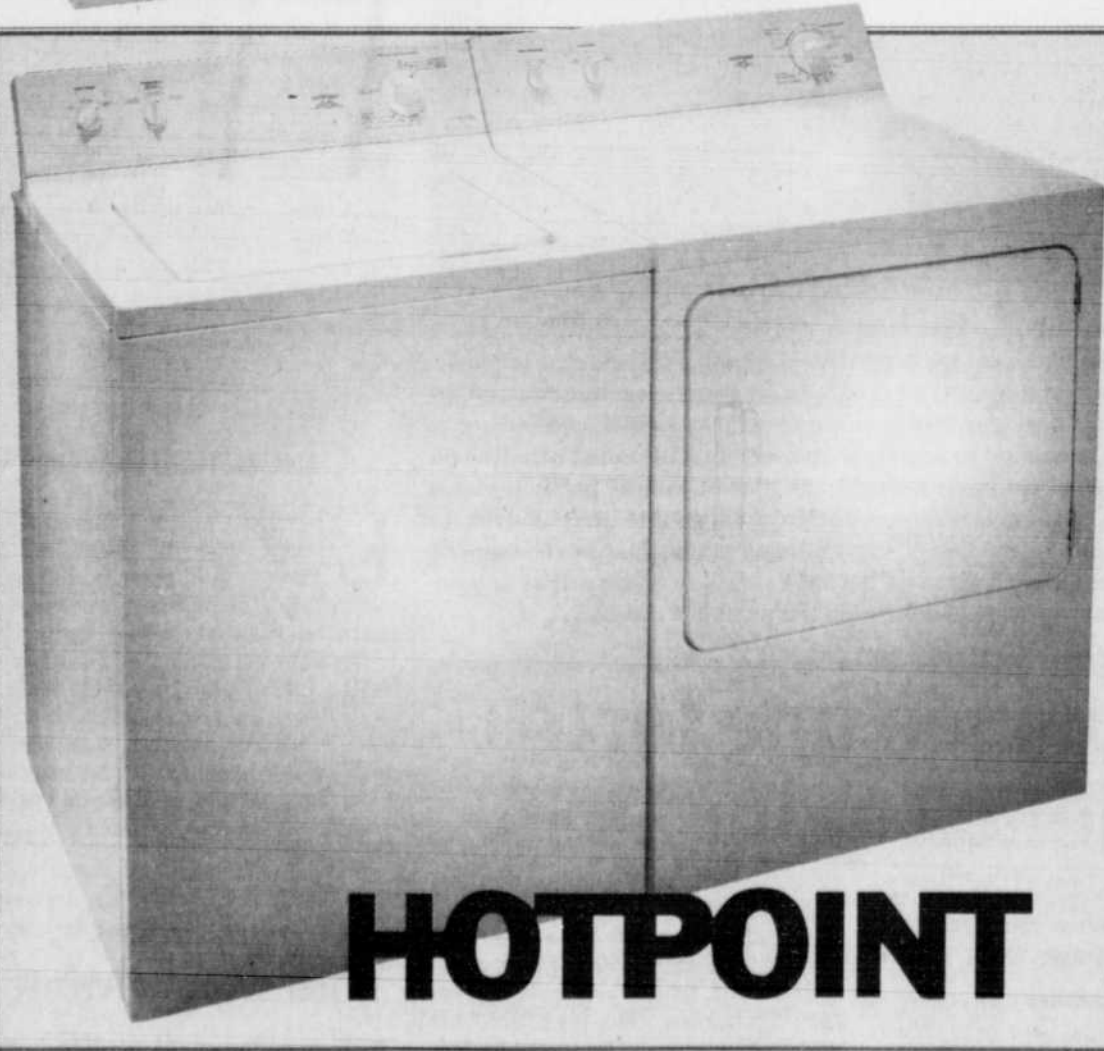
ASKO

Lave-vaisselle Asko

(158676)

- Intérieur en acier inoxydable
- Panier recouvert de graphite et nylon
- Triple filtration d'eau
- Disponible en noir

979⁹⁵\$



HOTPOINT

Laveuse Hotpoint

(168189)

- Extra large capacité
- 7 programmes
- 3 choix de température de lavage et rinçage
- 3 niveaux d'eau
- 2 vitesses
- Agitateur Flex Care

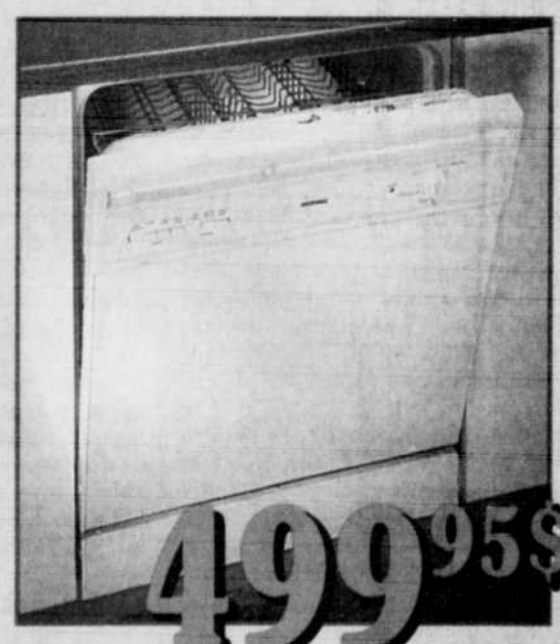
579⁹⁵\$

Sécheuse Hotpoint

(168192)

- Extra large capacité
- 5 programmes
- 3 choix de température
- Lumière à l'intérieur

399⁹⁵\$



499⁹⁵\$

Lave-vaisselle Hotpoint

(173466)

- 7 boutons • 6 programmes
- Système de lavage à 3 niveaux
- Filtre autonettoyant
- Départ différé 6 heures
- Panier à coutellerie de luxe
- Disponible en noir

* Sous réserve de l'approbation du service de crédit, ne payez que les taxes de vente. Certains frais administratifs peuvent être crédités au moment d'un paiement comptant. Cartes de crédit acceptées.

TANGUAY

OUVERT LE DIMANCHE DE MIDI À 17H00

LÉVIS: 5720, boul. Étienne-Dallaire (418) 833-4511

BEAUPORT: 535, boul. Ste-Anne (418) 667-6282

LES SAULES: Carrefour Les Saules 5150, boul. de l'Ornière (418) 871-4411

TROIS-RIVIÈRES: 2200, boul. des Récollets (819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE: 822, boul. Sainte-Anne Cté de Rimouski (418) 725-4411

CHICOUTIMI: 1990, boul. Talbot (418) 698-4411

RIVIÈRE-DU-LOUP: 245, Hôtel-de-Ville (418) 867-4711